

AFFAIRES

CLAUDE PICHER > LES PROVINCES DANS LA DÈCHE PAGE 5

S&P/TSX ▲ 8798,75 +146,67 (+1,70%)	Actions négociées ▲ 149 ▼ 69 Inchangées : 6	TSX CROISSANCE ▲ 1895,42 +10,64 (+0,57%)	QUÉBEC 30 ▲ 1075,54 +14,72 (+1,39%)	Actions négociées ▲ 21 ▼ 8 Inchangées : 1	NASDAQ ▲ 2057,17 +42,16 (+2,09%)	DOW JONES ▲ 10470,59 +97,26 (+0,94%)	S&P 500 ▲ 1141,80 +9,63 (+0,85%)
-----------------------------------------------------	---------------------------------------------------	-------------------------------------------------------	--------------------------------------------------	-------------------------------------------------	-----------------------------------------------	---------------------------------------------------	---------------------------------------------------

Air Canada: le syndicat mis en tutelle

MARIE TISON
Alors que Trinity Times annonce l'abandon de son projet d'investissement dans Air Canada, la guerre intrasyndicale atteint de nouveaux sommets.

L'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale (AIMTA) a pris les grands moyens hier contre le district 140, qui a conclu une entente de principe avec Air Canada sur la question du régime de retraite. De Washington, le président interna-

tional de l'AIMTA, Thomas Buffenbarger, a ordonné la mise en tutelle du district, qui représente 11 500 mécaniciens, bagagistes et employés de bureau d'Air Canada de la Colombie-Britannique à Terre-Neuve. Le président du district 140, Jean Jallet, a été suspendu de ses fonctions. Son cas sera soumis à un comité de discipline le 21 avril prochain, soit après la date qui avait été prévue pour soumettre aux syndiqués l'entente de principe sur le régime de retraite, le 12 avril, et après la date limite

du 15 avril fixée par le tribunal pour la présentation d'un plan d'arrangement. M. Buffenbarger a pris ces mesures à la suite de la plainte de pratiques déloyales déposée par le bureau national canadien de l'AIMTA contre Air Canada, jeudi. Le bureau national avait précédemment avisé Air Canada que c'est lui qui devait négocier les questions de régime de retraite avec le transporteur, et non pas le district 140. « Ça vient de Washington. Lorsque le président de l'AIMTA pense que quelque chose n'est pas

dans le meilleur intérêt des membres, il prend action », a déclaré hier Gilles Brosseau, coordonnateur pour le syndicat au Québec et vice-président de la FTQ. C'est M. Brosseau qui a accompagné hier matin le serrurier qui a changé les serrures du bureau du district 140, dans l'arrondissement de Saint-Laurent. La mise en tutelle n'a cependant pas eu l'heur de plaire à un grand nombre de membres montréalais du syndicat, qui se sont présentés en après-midi au bureau du district 140 pour essayer d'obtenir des ex-

plications et pour faire connaître leur opposition. « Jean Jallet a notre appui, c'est Dave Ritchie (le président canadien de l'AIMTA) qui doit s'en aller », a fait savoir l'un de ces syndiqués, Peter MacArthur. L'entente de principe conclue par le district 140 permettra le passage progressif d'un régime de retraite à prestations déterminées à un régime de retraite à cotisations déterminées, permettant de réduire la responsabilité financière de l'entreprise.

> Voir AIR CANADA en 2

AUJOURD'HUI

Croissance des profits chez Power

Tant pour le quatrième trimestre que pour l'ensemble de l'année 2003, les bénéfices de Power Corp. du Canada et de son bras financier, la Financière Power, ont progressé de manière substantielle. Page 3

Le Groupe Jean Coutu confirme

Le titre du Groupe Jean Coutu a gagné 35 cents pour clôturer à 18,10 \$ à la Bourse de Toronto, hier, après que la compagnie eut confirmé qu'elle avait « entrepris des négociations en vue d'accroître sa présence aux États-Unis ». Page 3

Pourquoi pas des hedge funds?

Le petit investisseur devrait-il investir dans les fonds de couverture, communément appelés hedge funds ou fonds de stratégies alternatives? Michel Girard répond à la question. Page 4

2 milliards de surplus S.V.P.

Pour stopper la croissance de la dette du Québec, le déficit zéro ne sera pas suffisant. Chaque année, le gouvernement devra plutôt faire des surplus d'au moins 2 milliards pour y arriver. page 5

Fin de séance

Après avoir réalisé un rendement de 4,4 % pour les trois premiers mois de l'année, la Bourse de Toronto va-t-elle rester en territoire positif pour le deuxième trimestre commencé jeudi? Les spécialistes pensent que oui. Page 6

LE CHIFFRE DU JOUR

55%

Sous l'angle des recettes, environ 55 % des exportations canadiennes à destination des États-Unis sont effectuées par camionnage. Celui-ci représente le principal moyen de transport pour déplacer des marchandises entre le Canada et les États-Unis. Plus de 80 % des importations américaines ont été acheminées ici par camion en 2002.

Source : Statistique Canada

CONCEPTS PUBLICITAIRES

ÉTRANGES COÏNCIDENCES

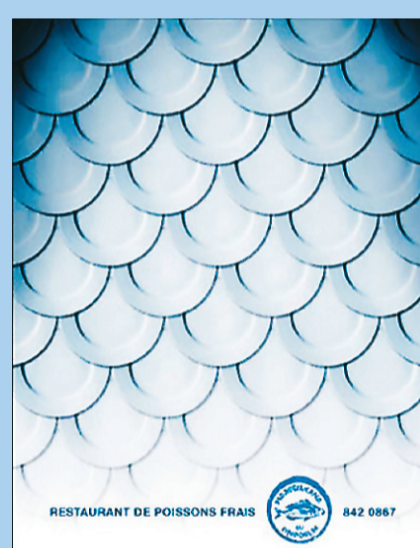
Le monde de la publicité au Québec est agité ces jours-ci. Des accusations de plagiat circulent, visant certains créatifs. Si le débat n'est pas nouveau, il arrive de plus en plus fréquemment que des concepts publicitaires se ressemblent étrangement. Portrait d'un phénomène qui pourrait avoir des conséquences fâcheuses... et dont nous n'avons pas le monopole.

AU COEUR DE LA POLÉMIQUE

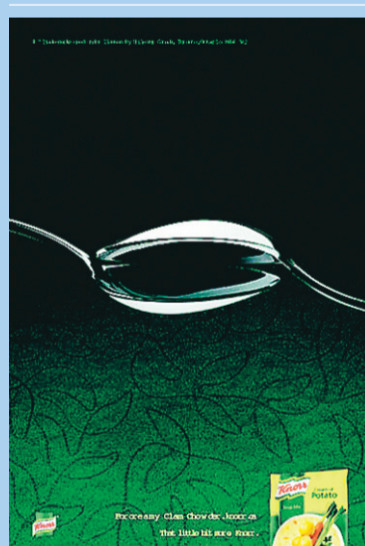
De nombreuses créations ont été épinglées ces derniers temps. Au delà de la controverse, les images parlent d'elles-mêmes.



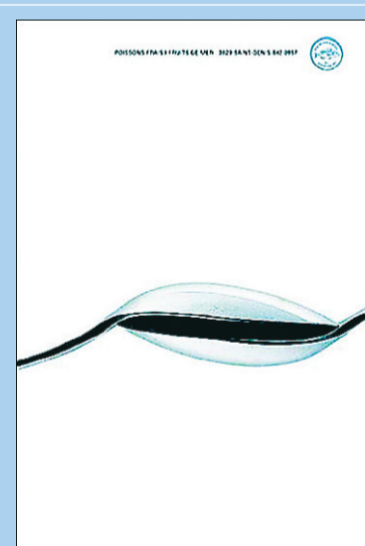
Palmer Jarvis DDB (DDB Canada) 2002
Client : Knorr



Nicolas Massey, Agence Amen, 2003
Client : un restaurant de fruits de mer

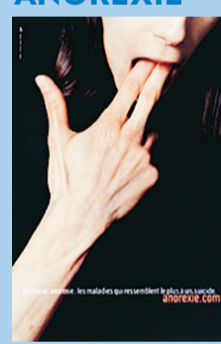


Palmer Jarvis DDB (DDB Canada) 2002



Nicolas Massey, (Agence 18 février) 2003

ANOREXIE



FRANCE Agence FCB, 2002



QUÉBEC Nicolas Massey, Agence Amen, 2003



PEPSI ET COKE CITRON
Télescopage ou copie? Même les grands annonceurs ne sont pas à l'abri et la pub n'a décidément plus de frontières...



Quand une bonne pub en cache une autre!

EMMANUELLE GARNAUD COLLABORATION SPÉCIALE

« En publicité, l'imitation est un suicide commercial », disait Bill Bernbach, un des plus grands et des plus respectés créateurs publicitaires du 20^e siècle. Il serait sans doute très inquiet ces jours-ci. La mondialisation ne fait pas que favoriser la circulation des biens. Les idées font aussi le tour de la planète plus rapidement que jamais, avec des effets étonnants dans l'industrie de la pub. Tout le monde refusera de parler ouvertement de plagiat, mais le manque d'originalité de certains concepts et l'impression de déjà-vu suscitent des grincements de dents dans l'industrie.

« Aujourd'hui, c'est plus facile de s'inspirer d'une pub faite en Asie et même de la copier; mais c'est aussi plus facile de se faire prendre! Le sujet demeure très délicat: où finit l'inspiration et où commence le plagiat? C'est pratiquement toujours impossible à déterminer », commente Marie-Claude Ducas, rédactrice en chef du magazine spécialisé *Infopresse*, qui observe une croissance des coïncidences troublantes.

L'entrevue a été réalisée avant qu'*Infopresse* lance un débat sur son site Internet, cette semaine, à la suite des accusations de plagiat circulant par courriel dans l'industrie de la publicité au Québec. Au banc des accusés: Nicolas Massey, cofondateur et directeur de la création de l'agence Amen, montré du doigt pour une série de publicités trop semblables à des créations antérieures. Dès le lendemain, M. Massey a annoncé par voie de communiqué qu'il quittait l'agence Amen et l'industrie de la pub... mais ce n'était finalement qu'un poisson d'avril. « Je crois qu'aucun créatif ne peut avoir la prétention que ses idées sont uniques au monde », a-t-il déclaré dans un communiqué, sans toutefois commenter les cas précis qui lui sont reprochés.

Notre dossier en page 10

CINÉMA MAISON L'ENSEMBLE COMPLET!

- Projection 46" Sony haute définition
- Cinéma maison Samsung de 500 watts
- Récepteur Star Choice

SEULEMENT 84⁴³ \$/mois*

EN PRIME

5 FILMS DE LA TÉLÉ À LA CARTE INSTANTANÉE GRATUITS!

+ 500^{\$} EN COUPONS RABAIS DUMOULIN!

+ ÉPARGNEZ 500^{\$}!

ENSEMBLE COMPLET 2488^{\$} ou 84⁴³ \$/mois

* CERTAINES CONDITIONS S'APPLIQUENT. DÉTAILS EN MAGASIN.

VENTE

à travers nos 130 magasins!

1-877-DUMOULIN

Dumoulin

Électronique • Informatique • Photo • Communications

LA PRESSE AFFAIRES

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

76,05 ¢ US

VARIATION -0,46 ¢

62,66 ¢ € +0,79 ¢

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US:

1,3150\$

UN EURO:

1,5958\$

TAUX PRÉFÉRENTIEL

4,00%

TAUX DE LA BANQUE DU CANADA

2,25%

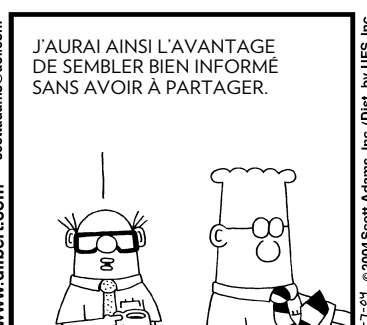
OR (NY gold)

421,60\$ US -6,20\$ US

PÉTROLE (North sea Brent)

30,87\$ US -1,44\$ US

DILBERT



Savaria acquiert l'ontarienne Robertson Custom Elevators

PRESSE CANADIENNE

La société lavalloise spécialisée en accessibilité, Savaria Corporation, a annoncé hier l'acquisition en argent comptant de Robertson Custom Elevators, de Cobourg, en Ontario.

Selon un communiqué, Savaria déménagera Robertson plus près de To-

ronto au cours du prochain mois. L'entreprise dit vouloir offrir un meilleur service à la clientèle du Toronto métropolitain. L'impact sur les employés n'a pas été précisé.

Le montant de la transaction n'a pas non plus été dévoilé.

Le chiffre d'affaires de Robertson Custom Elevators est d'environ 1 million de dollars.

Bombardier obtient une commande de 160 millions en Espagne

PRESSE CANADIENNE

Un consortium dont fait partie Bombardier Transport a reçu des Chemins de fer nationaux espagnols une commande de 44 motrices à grande vitesse.

La part de Bombardier s'établit à 160 millions de dollars sur une valeur totale estimée à 303 millions.

Les motrices devraient être livrées au client entre juin 2006 et août 2008.

Dans le cadre du contrat, le mandat de Bombardier consistera à fabriquer tout l'équipement électrique, le système de propulsion, les systèmes de contrôle du train et de communications, ainsi qu'un système complet de signalisation.

Bombardier participera à l'assemblage final et aux essais des motrices.

La production du système de propulsion aura lieu en grande partie à l'usine de Bombardier de Trapaga, en Espagne.

Conçues pour atteindre une vitesse maximale de 250 km/h, ces nouvelles motrices seront équipées de bogies à écartement variable.

Shaw renoue avec la rentabilité grâce à la hausse des prix

REUTERS

TORONTO — Shaw Communications inc., deuxième câblodistributeur canadien, a annoncé hier un retour à la rentabilité au deuxième trimestre de son exercice imputable à une hausse des prix, à la croissance des abonnements et à la baisse des coûts d'emprunt.

La société de Calgary a rapporté un bénéfice de 17,1 millions de dollars, ou 3 cents par action, pour le trimestre terminé à la fin de février, comparativement à une perte de 19,7 millions, ou 13 cents par action, à la même période un an plus tôt.

Shaw inscrit ainsi son deuxième gain trimestriel consécutif après trois ans de pertes dues en partie

à sa lourde dette. Son chiffre d'affaires a progressé de 1,8 %, passant de 521,4 millions à 530,7 millions.

Les analystes sondés par Reuters Research tablaient sur un profit de 7 cent par action et un chiffre d'affaires de 536,2 millions.

Le titre de catégorie B de Shaw a pris 13 cents hier, à 22,48 \$, à la Bourse de Toronto.

Air Canada: le syndicat mis en tutelle

AIR CANADA suite de la page 1

Le grand patron de Trinity Times, Victor Li, avait fait savoir qu'il pourrait retirer son projet d'investissement de 650 millions de dollars dans Air Canada s'il était impossible d'en arriver à une entente avec les employés au sujet d'un passage à des régimes à cotisations déterminées.

En vertu de l'entente conclue par le district 140, les membres actuels du syndicat pourront choisir de demeurer au sein du régime actuel ou de participer au nouveau régime. Les nouveaux employés devront souscrire au nouveau régime.

« Nous voulons avoir le choix, a déclaré un syndiqué, Denis Caston-

guay. Avec cette entente, nous avons une chance de garder notre emploi. »

L'entente est cependant venue briser le front commun qui existait entre tous les syndicats d'Air Canada au sujet du régime de retraite.

« C'est une question de stratégie, a déclaré hier le tuteur du district 140, Léo Giuliani. C'est ça le fond du problème. Les machinistes sont le syndicat le plus démocratique qui soit : à la fin, ils ont toujours fini par voter. »

Plusieurs syndicats ont cependant soutenu qu'il s'agissait d'abord et avant tout d'une lutte de pouvoir au sein du syndicat.

« Avec un syndicat qui n'est pas capable de s'entendre, nous, nous ne sommes que des pions », a dé-

ploré Denis Castonguay.

Norman Guindon a soutenu que les syndicats avaient récemment tenté de choisir un autre syndicat justement parce qu'ils en avaient assez de l'AIMTA. « Ils jouent à la politique constamment », a-t-il déploré.

Il a vertement critiqué l'intervention de Thomas Buffenbarger dans le conflit. « C'est maintenant un Américain qui décide de nos affaires, qui décide qu'Air Canada va fermer », a-t-il lancé.

Le président de la FTQ, Henri Massé, n'a pas voulu se mouiller hier au sujet du conflit. Il a simplement déclaré qu'il allait examiner le dossier et prendre contact avec les syndicats concernés. Il a refusé de faire quelque commentaire que ce soit sur le fond de l'affaire.

L'Université de Sherbrooke et l'Université du Québec à Trois-Rivières s'unissent pour offrir un doctorat en administration (DBA) dont la principale force repose sur un équilibre parfait entre le monde académique et le monde professionnel.

Notre

DBA

Le meilleur des deux mondes

Doctorat en administration

Un programme de 3^e cycle incluant un séjour en entreprise

Une formation fondamentale et appliquée en sciences de l'administration

Un souci constant d'innovation dans les modes d'apprentissage

Un accent particulier sur la mondialisation des économies et des marchés

Une approche multidisciplinaire, incluant les nouvelles technologies de l'information

1^{er} DBA au Canada

Thèse portant sur une problématique organisationnelle réelle

Renseignements

(819) 821-7333 • 1 800 267-UNDES
www.usherb.ca/adm/pp.htm
jingham@adm.USherbrooke.ca

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

(819) 376-5011 poste 324 • 1 800 365-0922
www.uqtr.quebec.ca/dsge/dba/
camlle_carrier@uqtr.ca

Université du Québec à Trois-Rivières

Centre Immaculée Conception



Sylvie Bouchard

Monsieur Raymond Lemay, Président des conseils et du comité exécutif du Centre Immaculée-Conception, est heureux d'annoncer la nomination de Mme Sylvie Bouchard au poste de Présidente et directrice générale de cette organisation. Mme Bouchard apporte, en plus d'une formation universitaire spécialisée en éducation physique et une formation en ressources humaines, plus de dix années d'expérience comme cadre supérieur au sein d'une corporation spécialisée en sports, loisirs et activités communautaires. Elle occupait, depuis septembre 2002, le poste de directrice générale adjointe.

3217508



Affaires

700

710

OCCASIONS D'AFFAIRES

À VENDRE OU À LOUER BÂTIMENT NEUVE

(en fin de construction)
jusqu'à 34 000 pi car (11 300 pi car par étage)
VOCATION : institutionnel, commercial et professionnel 7151 boul. Cousineau en plein cœur de la Rive-Sud près de l'autoroute 30.
** qualité architecturale - visibilité - facilité d'accès
PLUS : Complexe comm. (2 bâtisses déjà louées) rev. net avant financement: 310 000 \$
PLUS : 112 000 pi car terrain commercial prêt à construire pour développement additionnel
INFO : 450-656-3032

AVOCAT D'AFFAIRES

22 ans de pratique. 514-954-9600
www.DroitDesPME.com

CAFÉ-RESTO, situé Knowlton.
Bon chiffre d'affaires, 54 900\$ nég.
Manon Legros 450-242-2000
manon@royalpage.ca RLP Action crtr

CHERCHE Prêteur / garantie = collection de vins 60 000 \$, 514-975-6068.

COMMERCE de fabrication d'estampes en caoutchouc, région de St-Hyacinthe. 450-799-3454.

Devenez Daytrader cours professionnel de 7 jours • Accès direct NASDAQ, NYSE, TSX • Maison/bureau, temps plein/partiel • Contrôle du risque à 100% • 67h de cours dont 40h de temps réel • Manuel de 400 pages • Ordinateur & logiciels fournis • Le cours à Montréal débute le 17 avril et le 12 juin 2004.
• (514) 529-2073 • 1-866-529-2073 • www.daytradercanada.com

DIRECTEUR D'ÉQUIPE

100 000 \$ et +, auto. 514-897-8999

GARAGE mécanique 6 portes, dans région Laurentides. Très bonne affaires, revenu 750 000 \$. Prix 650 000 \$. Réal Deraspe (514) 893-8671, (450) 229-2957. La Capitale Laurentides.

710

OCCASIONS D'AFFAIRES

GRUPE d'investisseurs recherche en partenariat des entreprises à grand potentiel de croissance. 450-245-7471
michelb@servicas.com

MAGNIFIQUE POURVOIRIE 237 km², à droits exclusifs: 100 lacs. 20 chalets. A 1h30 de Mtl. 3 500 000 \$. Financement disponible par propriétaire, avec mise de fonds.
André Lessard, A.I.A., Sutton 819-621-5533

PARTENAIRE DEMANDÉ

Pour gestion immobilière. Exp. requise.
819-847-2680

714

FRANCHISES

FRANCHISES disponibles, monde de la communication et de la publicité, territoires disponibles au Québec. Mise de fonds min.. Exp. vente, marketing, comptabilité. Connaissance internet. JACQUES, fax: 450-664-7940, tél.: 450-664-7756 ou adm@ampq.com

GÉNÉRATEUR d'oxygène spécial pour allergies, asthme, douleurs, virus, odeurs, etc.. Désirs vendre à réseaux +++ 514 338-1402

SALVATORE PIZZA, réseau en expansion. Recherche franchisés pour Montréal et les environs. Inf. Normand Cinq-Mars 514-296-9883

715

FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés. comm. ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

CHERCHE un bienfaiteur et prêteur d'une somme de 100 000 \$ en 1ère hypothèque pour particulier. Appelez Gabriel 450-562-8106

FINANCEMENT ET CAPITAL DE RISQUE
www.onyxfinancing.com 514-956-9596

PREMIER FINANCIER (prêt)

Besoin d'argent ???
Pour des urgences - consolidation de dettes - du mauvais ou bon crédit, etc. 514-845-8848

LA PRESSE AFFAIRES

Les bénéfiques bondissent aux Postes

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — La Société canadienne des postes a dégagé un bénéfice net de 253 millions de dollars durant l'exercice achevé le 31 décembre, en hausse marquée par rapport aux 58 millions dégagés en 2002.

La société indiquait hier que, « compte tenu de son rendement financier (...), elle versera un dividende de 63 millions » à son unique actionnaire, l'État fédéral. Pour Postes Canada, 2003 est la neuvième année de suite à se solder par un profit; en outre, le dividende croît sensiblement par rapport à celui de 18 millions versé pour 2002.

La progression du bilan tient surtout à des éléments non récurrents, notamment un règlement de 118 millions « avec les administrations postales étrangères » et une « récupération fiscale nette de 69 millions » suivant l'abandon d'un régime d'« indemnités de cessation d'emploi à l'intention des cadres, employés exempts et membres du syndicat ».

En excluant ces éléments, la société obtient quand même un bénéfice de 66 millions, soit une hausse de 14 % par rapport à l'année 2002. Les « produits d'exploitation consolidés » (chiffre d'affaires) de 2003 ont atteint 6,34 milliards, soit 3,1 % de mieux que les 6,15 milliards amassés durant l'exercice 2002.

Le résultat est assez encourageant vu les « circonstances difficiles de 2003 », souligne Vivian Albo, présidente du conseil d'administration. L'épidémie de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), la guerre en Irak, la panne d'électricité du 14 août en Ontario, les feux de forêt dans l'Ouest, le cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB, vache folle) « ont eu un impact sévère sur l'économie canadienne », souligne-t-elle.

L'activité postale traditionnelle a contribué au profit à raison de 81 % du total, la division des messageries Purolator de 16 %. Purolator apporte à la société un bénéfice de 43 millions, comparativement à 27 millions pour l'année 2002.

Cette division de Postes Canada est dénoncée par des concurrents du secteur privé, comme l'américain United Parcel Service; en novembre 2002, un tribunal de l'ALENA avait débouté UPS, qui accusait la société de concurrence déloyale du fait de son statut public.

Sur des plaintes semblables de concurrents, rappelait alors la société, le Bureau de la concurrence avait mené « des examens approfondis du service postal canadien, en 1993 et 1998 »; dans chaque cas, le tribunal « a rejeté les allégations et affirmé que Postes Canada était un concurrent loyal ».

Les taux hypothécaires en hausse

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Quelques grandes banques canadiennes et les caisses Desjardins ont majoré leurs taux hypothécaires d'au moins un quart de point de pourcentage, hier, en réaction à l'augmentation des coûts du financement qu'elles vont chercher sur le marché obligataire.

La Banque CIBC a donné le ton, en annonçant des hausses d'un quart de point sur ses taux pour des échéances fixes de trois, cinq, sept et 10 ans. L'augmentation est de 0,20 point pour l'échéance de quatre ans et 0,15 point pour celle de deux ans.

Les banques Royale et Nationale, ainsi que Desjardins, ont emboîté le pas en majorant l'ensemble de leurs taux. Dans le cas de la Royale, la hausse atteint 0,35 point pour les échéances de sept et 10 ans.

Les taux pour une échéance de cinq ans se situent maintenant à 5,95 % dans toutes ces institutions financières. Il existe des écarts entre les institutions pour les autres échéances.

Croissance des profits de Power Corporation et de la Financière Power

RUDY LE COURS

Tant pour le quatrième trimestre que pour l'ensemble de l'année 2003, les bénéficiaires de Power Corporation du Canada et de son bras financier, la Financière Power, ont progressé de manière substantielle.

L'exercice financier qui a pris fin le 31 décembre a été marqué par l'acquisition le 10 juillet de Canada-Vie par Great-West Lifeco, une filiale de la Financière, une opération évaluée à 7,2 milliards de dollars.

Pour l'ensemble de 2003, Power Corp., qui est propriétaire de plusieurs médias au Québec dont La Presse et le site Internet d'information continue Cyberpresse, a réalisé un bénéfice net de 1,268 milliard comparativement à 645 millions en 2002, indique le communiqué de la société contrôlée par la famille Desmarais de Montréal, publié hier.

Le bénéfice net attribuable aux porteurs des actions participantes, c'est-à-dire une fois déduits les di-

videndes sur les actions privilégiées, s'est élevé à 1,239 milliard, ou 5,57 \$ par action, comparativement à 623 millions, ou 2,81 \$ par action, en 2002.

Au quatrième trimestre, le bénéfice net atteint 201 millions, comparativement à 149 millions pour la période d'octobre à décembre 2002. Il s'agit d'une hausse de 35 %. Le bénéfice net attribuable aux porteurs des actions participantes s'est élevé pour sa part à 194 millions, ou 88 cents par action, comparativement à 143 millions, ou 65 cents par action, pour la période correspondante en 2002. Ces résultats sont légèrement inférieurs aux attentes des analystes financiers qui voyaient plutôt un bénéfice de 91 cents par action. Les marchés financiers, qui étaient très euphoriques hier à la suite de la publication des chiffres américains sur l'emploi qui ont dépassé les attentes, ont bien accueilli les résultats. L'action de Power Corp. a gagné 66 cents et cotait 54,63 \$ en clôture.

Les résultats de la Financière Power, également rendus publics hier, sont fortement à la hausse.

L'action a d'ailleurs bien réagi en gagnant 76 cents, à 56,76 \$. En milieu de séance, elle a même flirté avec les 56,90 \$, un sommet.

Pour l'année 2003, la Financière dégage un bénéfice net de 2,023 milliards comparativement à 988 millions en 2002. Le bénéfice net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires s'est établi à 1,956 milliard, ou 5,62 \$ par action, comparativement à 943 millions, ou 2,72 \$ par action, un an plus tôt. Le fait marquant qui explique ce grand bond est un gain de dilution net de 888 millions enregistré au troisième trimestre en relation avec l'acquisition de Canada-Vie par Great-West Lifeco, un important assureur au Canada.

Au quatrième trimestre, le bénéfice net a atteint 318 millions, comparativement à 244 millions pour la période correspondante de 2002, soit un bond de 30 %. La part attribuable aux porteurs d'actions ordinaires s'élève à 301 millions, ou 86 cents par action, comparativement à 231 millions, ou 67 cents par action, pour le dernier trimestre de 2002.

L'acquisition de Canada-Vie par

Great-West Lifeco a gonflé ses résultats même une fois pris en compte les coûts de restructuration. Pour l'année, le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de l'assureur atteint 1,215 milliard, ou 3 \$ par action, comparativement à 931 millions, ou 2,53 \$ par action, l'an dernier. Au quatrième trimestre, il se chiffre à 357 millions, ou 80,6 cents par action.

Le Groupe Investors, numéro un de l'industrie des fonds communs de placement au Canada, a pour sa part dégagé un bénéfice net de 539 millions, ou 2,03 \$ par action, en 2003 et de 135 millions, ou 51 cents par action, au quatrième trimestre.

La Financière Power est aussi présente dans le groupe européen Pargesa Holding S.A. par l'entremise de Partjointco N.V. L'apport de Partjointco au bénéfice d'exploitation de la Financière a atteint 88 millions en 2003.

Le conseil d'administration a par ailleurs déclaré un dividende trimestriel de 32,5 cents l'action ordinaire payable le 30 avril aux détenteurs inscrits le 14 du mois.

Jean Coutu confirme avoir entrepris des négociations aux États-Unis

PRESSE CANADIENNE

Le titre du Groupe Jean Coutu a gagné 35 cents pour clôturer à 18,10 \$ à la Bourse de Toronto, hier, après que la compagnie eut confirmé qu'elle avait « entrepris des négociations en vue d'accroître sa présence aux États-Unis ».

Aucune modalité de la négociation n'a été dévoilée, mais des informations ont circulé jeudi que Jean Coutu serait en train de négocier l'acquisition de certaines pharmacies de la chaîne Eckerd.

En matinée, hier, dans un bref communiqué, l'entreprise montréalaise, deuxième chaîne de pharmacies au Canada, a indiqué qu'« à ce stade-ci, compte tenu de la nature confidentielle de ces négociations et de leur aspect concurrentiel, la compagnie n'est pas en mesure de divulguer quelque renseignement que ce soit à leur égard, ni de statuer sur leur issue probable ».

La veille, le Wall Street Journal avait écrit que deux sociétés étaient sur le point de se partager le réseau de 2800 pharmacies Eckerd — appartenant au géant du commerce de détail JC Penney Co. — aux États-Unis, Jean Coutu étant une des deux compagnies, l'autre étant CVS.

Selon le journal, le Groupe Jean Coutu se porterait acquéreur de 1600 magasins Eckerd principalement dans des États du Nord-Est américain et de l'Atlantique centre, alors que CVS achèterait les 1200 autres en Floride et au Texas.

La transaction, évaluée à près de 3 milliards de dollars américains, constituerait une des plus importantes prises de contrôle d'une compagnie américaine ou de ses actifs réalisée par une entreprise canadienne.

Jeudi, à la Bourse de Toronto,



Le Groupe Jean Coutu a actuellement environ 650 établissements, dont la plupart — de ses magasins canadiens — au Québec où il domine le marché.

avec la nouvelle en toile de fond, le titre de Jean Coutu a pris 3,8 %, et presque 2 % hier. Jeudi, le volume de transactions sur les actions de Jean Coutu était quatre fois plus important que la moyenne quotidienne; hier, 1,3 million d'actions ont été échangées.

La transaction doublerait la présence de Jean Coutu aux États-Unis.

Le groupe a récemment fait l'acquisition de 332 pharmacies Brooks en Nouvelle-Angleterre.

Le Groupe Jean Coutu a actuellement environ 650 établissements,

dont la plupart — de ses magasins canadiens — au Québec où il domine le marché.

La plus importante chaîne de pharmacies au Canada est Pharmaprix (Shoppers Drug Mart), de Toronto, qui possède plus de 800 établissements au pays.

CONSEILLERS BRYDERE
Expérience • Confiance • Résultats

Possibilité d'investissement unique à vendre
Hôtel et attraits touristiques de renommée internationale (entreprise et immeuble)
Prix : 10 millions \$

Situé au cœur du célèbre village gay de Montréal, ce méga complexe touristique occupe un pâté de maison et demi (environ 75 000 pieds carrés) et possède les caractéristiques suivantes :

- HÔTEL DE 37 CHAMBRES ET 5 SUITES
- 5 RESTAURANTS ET 26 BARS - CLUBS (Y COMPRIS 26 PERMIS POUR LE BARS)
- 40 JEUX DE HASARD VIDÉOS
- CAPACITÉ DE 2 600 PERSONNES ET COMPREND DES TERRASSES EXTERNES ET SUR LE TOIT

Ce bijou architectural de haute qualité, en affaires depuis plus de 20 ans et dont quelques-uns de ses restaurants sont ouverts 24 heures par jour, est à vendre pour la première fois.
La vente comprend l'immeuble, les meubles, les appareils de même que l'équipement et génère des revenus bruts d'à peu près sept millions de dollars (CAN), y compris un revenu pour les jeux de loterie vidéo.

POUR OBTENIR PLUS D'INFORMATION, COMMUNIQUEZ AVEC CONSEILLERS BRYDERE, AGENTS EXCLUSIFS PAR TÉLÉPHONE AU (514) 843-8001, PAR TÉLÉCOPIEUR AU (514) 843-4451 OU PAR COURRIEL À hrose@brydere.com

3214862

Offrez-vous un cadeau inoubliable : développez votre charisme !

Atelier de Communication Pratique pour tous

SAVOIR S'EXPRIMER
RIRE ET FAIRE RIRE
CONVAINCRE ET VENDRE

Marc Chauve Créateur Méthode innovatrice en 9 étapes, inspirée de l'art dramatique
Augmenter sa confiance en soi
Développer sa mémoire
Contrôler son émotionnel dans l'action
Faciliter ses relations interpersonnelles
Découvrir ces qualités qui font de Soi un être unique

Carole Meyer Formatrice agréée

Assistez à une démonstration (publique et gratuite)
De 12 h à 13 h, les 5, 6 et 7 avril
De 19 h à 20 h 15, les 6 et 7 avril
au 100, rue Sherbrooke Est, local 3100

Une méthode éprouvée en Europe depuis 20 ans
CAST Carole Meyer Formation
RÉSERVEZ : (514) 356-2232 ou www.cmformation.com



LES MARGES DE CRÉDIT
...ou la tentation de piger dans la jarre à biscuits



À lire, dimanche dans **LA PRESSE**

À VOS AFFAIRES



MICHEL GIRARD

FINANCES PERSONNELLES

Hedge funds: la Caisse embarque, pourquoi pas vous?

Le petit investisseur devrait-il investir dans les fonds de couverture, communément appelés *hedge funds* ou fonds de stratégies alternatives ?

S'il y a un véhicule de placement qui gagne en popularité c'est bien le *hedge fund*. Ce véhicule est devenu un outil indispensable pour aider les gestionnaires de portefeuille de fonds communs et de caisses de retraite à diminuer le niveau de risque tout en optimisant le rendement des portefeuilles sous gestion.

Il y a une dizaine d'années, selon l'hebdomadaire américain *Barrons*, le nombre de fonds de couverture s'élevait à environ 1600, avec un actif sous les 100 milliards US. Aujourd'hui, le nombre de *hedge funds* tourne autour de 6400 et l'actif sous gestion s'élève à 725 milliards US. On se retrouve donc avec quatre fois plus de fonds de couverture et sept fois plus de capital investi.

Et ce n'est pas fini, cette croissance des *hedge funds*, loin de là. Des spécialistes prédisent que les caisses de retraite vont y faire appel de plus en plus au cours des prochaines années.

Pourquoi ? Parce que les *hedge funds* procurent aux gestionnaires des caisses de retraite un outil de placement qui leur permet, dans un premier temps, de se protéger contre la grande volatilité des marchés boursiers, et dans un deuxième temps, d'optimiser le rendement des portefeuilles.

Pour vous montrer à quel point l'avenir s'annonce prometteur pour les fonds de couverture, le grand patron de la firme J.P.

Morgan Alternative Asset Management, Joël Katzman, prévoit que l'actif des fonds de couverture devrait surpasser d'ici 15 ans l'actif des fonds communs de placement et ce grâce aux investissements massifs des caisses de retraite dans les *hedge funds*.

En ce moment, les caisses de retraite américaines détiennent à elles seules un actif global évalué à environ 5000 milliards US.

La Caisse

Prenons « notre » Caisse de dépôt et placement du Québec. Le président de la Caisse, Henri-Paul Rousseau, a clairement laissé entendre lors de la présentation des résultats de l'année 2003 que les fonds de couverture allaient occuper une place de plus en plus importante dans la gestion quotidienne des portefeuilles de la Caisse.

D'ailleurs, la Caisse possède déjà un portefeuille d'unités de participation de fonds de couverture assez costaud, son actif atteignant les 954 millions en date du 31 décembre dernier.

Ce portefeuille a été créé le 1^{er} avril 2003. Il a rapporté un rendement de 11,2 % lors de la période des neuf mois qui a pris fin le 31 décembre dernier.

En 2004, indique-t-on dans le rapport annuel de la Caisse, l'équipe de gestion de ce portefeuille verra au développement de ses fonds de fonds et ce « en poursuivant la recherche de gestionnaires externes prometteurs et en veillant à intégrer à l'interne les meilleures pratiques » de l'industrie.

L'équipe responsable du portefeuille de couverture de la Caisse joue un rôle « d'allocateur d'actifs » auprès d'une brochette de gestionnaires de fonds de couverture externes regroupés au sein de quatre fonds de fonds, question d'assurer une diversification sur tous les plans, de miser sur le potentiel de rendement élevé des fonds de couverture individuels et d'exercer un meilleur contrôle des risques.

Ce véhicule est devenu un outil indispensable pour aider les gestionnaires de portefeuille de fonds communs et de caisses de retraite à diminuer le niveau de risque tout en optimisant le rendement des portefeuilles sous gestion.

Voici les quatre fonds de fonds de couverture de la Caisse :

- > le Fonds Multi-Stratégies regroupe des fonds qui privilégient l'arbitrage de titres convertibles, de titres de revenu fixe, des fusions, des acquisitions ;
- > le Fonds Opportuniste mise sur les positions « acheteur/vendeur à découvert » à l'endroit des titres inscrits en Bourse ;
- > le Fonds Global Macro effectue des opérations sur les taux et les devises par l'entremise de produits dérivés, l'objectif étant d'anticiper l'impact des événements macro-économiques susceptibles d'influencer ces marchés ;
- > le Fonds Stratégique essaie de profiter du rendement potentiel des fonds de fonds dans lesquels il investit.

Et vous?

Faites-vous partie des petits investisseurs qui souhaitent tenter sa chance du côté des fonds de couverture ?

Les familles de fonds communs de placement offrent présentement quelque 90 fonds spécialisés dans les stratégies alternatives ou *hedge funds*. C'est trois fois plus qu'il y a à peine trois ans et six fois plus que le nombre de fonds offerts il y a cinq ans.

Voici une brève liste des « meilleurs » fonds de couverture sur une période de quelques années, accompagnés du rendement annuel à partir de 2003 et des années précédentes.

- > Adaly Opportunity : +43,9 % ; +16,5 % ; +21,2 % ; +56,4 %
 - > BluMont Opportunity : +20,9 % ; -0,5 % ; +26,4 %
 - > Goodwood Fund A : +30,5 % ; -18,5 % ; +25,0 % ; +51,4 % ; +50,1 %
 - > Hillsdale Canadian Hedge : +26,7 % ; -1,1 % ; +6,4 % ; +33,4 %
 - > Perform Market Neutral : +30,2 % ; +13,9 % ; +12,9 %
 - > Spott Hedge Fund : -5,8 % ; +74,0 % ; +64,2 %
 - > Vertex Fund : +48,9 % ; -2,4 % ; +7,4 % ; +39,9 % ; +69,3 %
- Il y a une autre solution : acheter

des parts du Billet Ex-Tra, lequel est lié au programme Multi-Stratégies de la Banque Nationale. Ce Billet « Ex-Tra » existe depuis 1996.

Contrairement aux autres billets liés à des produits financiers, le Billet Ex-Tra ne bénéficie pas d'une protection de capital. Mais, il est protégé contre les fluctuations de change.

Depuis sa création, le Billet Ex-Tra a rapporté, en date du 27 février dernier, un rendement annuel de 11,23 %. Voici les rendements annuels des sept années complétées : 2003 (+12,3 %) ; 2002 (+0,80 %) ; 2001 (-0,54 %) ; 2000 (+21,34 %) ; 1999 (+8,55 %) ; 1998 (+14,47 %) ; 1997 (+19,42 %).

Principales caractéristiques du Billet Ex-Tra :

- > le portefeuille du billet est réparti dans diverses stratégies financières ;
 - > le capital sous gestion (1,3 milliard) est distribué entre les mains de 26 négociateurs externes ;
 - > le billet est négociable sur un marché secondaire maintenu par la Financière Banque Nationale ;
 - > même si le capital est investi dans des placements étrangers, le billet est admissibles à 100 % au REER, REEE, FERR.
- Si cela peut rassurer certains investisseurs, sachez que la Banque Nationale est elle-même un des gros investisseurs qui détient une importante position dans les parts dans le Billet Ex-Tra. La Banque a donc avantage à ce que le Billet rapporte le meilleur rendement possible.

Les fonds communs de placement se sont effondrés en mars

PRESSE CANADIENNE

TORONTO – Les fonds communs de placement ont piqué du nez en mars, immédiatement après la fin de la saison des REER qui fut pourtant la meilleure en quatre ans pour cette industrie.

La firme d'analyse de fonds Morningstar Canada a fait savoir hier que 21 des 32 groupes de fonds qu'elle étudie ont produit des résultats négatifs en mars. Il s'agit d'un net revirement par rapport au mois de février, alors que tous les groupes avaient enregistré une performance positive.

Ce piètre mois de mars survient après des ventes nettes (les ventes d'unités de fonds moins les retraits) de 6,9 milliards de dollars en janvier et février, soit la meilleure saison des REER pour l'industrie canadienne des fonds communs de placement depuis l'année 2000.

Les fonds communs ont connu en mars dernier leur pire mois depuis mars 2003, lorsque 26 groupes de fonds avaient enregistré un rendement négatif.

Seule la catégorie des fonds d'actions japonaises a connu un mois faste en mars, avec un rendement de 11,6 %. Le groupe des métaux précieux s'est classé loin derrière au deuxième rang, avec un gain de 3,3 %.

Pour le premier trimestre de 2004, les actions japonaises se classent également en tête du classement, avec un rendement de 16,7 %.

« Les actions japonaises ont pris leur essor ces derniers mois grâce à l'amélioration des conditions économiques et à l'optimisme des investisseurs », a précisé David O'Leary, analyste chez Morningstar Canada.

Quant aux fonds de métaux précieux, ils ont été soutenus par l'essor du prix du lingot d'or, qui a franchi le cap des 420 \$ US l'once.

22^e édition

Emploi Formation 2004

Plus de 200 kiosques

Le plus important SALON DE L'EMPLOI

PLUS DE 9000 emplois DANS TOUS LES SECTEURS

présenté par **beljob.ca**

en collaboration avec **COLLÈGE CDI** Administration • Technologie • Santé

une invitation de **Adecco**

PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
6 avril et 7 avril 2004

TOUT SUR LA FORMATION
Pavillon éducation/formation
Visitez le pavillon de la CSDM

Visitez : **www.emploiinformation.com**
et participez aux concours

ENTREVUES SUR PLACE
Venez rencontrer votre futur employeur et décrochez votre emploi!

MARDI 6 AVRIL - 9 h à 19 h
MERCREDI 7 AVRIL - 9 h à 18 h
Adultes : 7 \$ • Étudiants : 5 \$ (taxes incluses)

Logos: CKOI 96.9 FM, CITE 107.3 FM, mix 96, TQS, 1057, Collège Salette, Tête, Septembre éditeur, Commission scolaire de Montréal, énergie 94.3

info impôt

CAPSULE n°3

Je suis salariée et mon employeur paie une partie importante (75 %) de l'assurance pour frais médicaux offerte aux employés de l'entreprise. Est-ce que je peux inclure dans mes frais médicaux la portion de 25 % de la prime retenue sur mon salaire en 2003 ?

La portion de 25 % de la prime d'assurance que vous avez payée est effectivement considérée comme frais médicaux. De plus, la portion de 75 % de la prime payée par votre employeur qui est incluse dans votre revenu d'emploi au Québec à titre d'avantage imposable est aussi admissible au crédit pour frais médicaux, mais au Québec seulement.

Les frais médicaux que vous pouvez réclamer en 2003 doivent avoir été payés durant une période de 12 mois finissant en 2003. Il est parfois avantageux de choisir une période autre que l'année civile si par exemple des frais médicaux importants ont été payés dans les derniers mois de 2002 et qu'ils n'ont pas donné droit à un crédit d'impôt cette année.

La portion des frais non remboursée par l'assureur lors des différentes réclamations que vous avez effectuées pour la période établie constitue aussi des frais médicaux.

Pour d'autres conseils pratiques :

www.cga-quebec.org

CGA
Votre expert-comptable

Ordre des CGA du Québec



CLAUDE PICHER

LA VIE ÉCONOMIQUE

Les provinces dans la dèche

Sept provinces canadienne ont déposé leurs budgets pour l'exercice 2004-2005. Il ne manque que la Nouvelle-Écosse, le Manitoba et surtout l'Ontario, qui devraient suivre au cours des prochaines semaines.

Déjà, il apparaît clairement que les provinces tirent le diable par la queue. Faisons un rapide tour d'horizon.

ALBERTA

La plus riche des provinces canadiennes parviendra encore cette année à dégager un surplus, mais il sera rachitique par rapport à celui de l'an dernier. En 2003-2004, la province a largement profité des prix élevés du pétrole et du gaz naturel. Uniquement en redevances pétrolières et gazières, elle a touché 7,4 milliards de dollars, ce qui représente 29 % de ses revenus budgétaires. Or, pour l'année qui vient, les spécialistes du ministère provincial des Finances s'attendent à ce que le prix du pétrole et du gaz naturel recule de 15 % et 26 % respectivement. Si cela se produit, les redevances du gouvernement tomberont à 4,8 milliards. Le surplus passera ainsi de 3,3 milliards à 303 millions. Malgré sa richesse, l'Alberta n'échappe pas à l'explosion des dépenses de santé, qui bondiront de 8,4 % cette année.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Gary Collins, le ministre des Finances de cette province, réussit à effacer son déficit. Il y parvient en demandant d'énormes sacrifices à ses concitoyens. Les prévisions budgétaires de 2003-2004 faisaient état d'un déficit de 2,2 milliards. En restreignant les dépenses dans tous les ministères sauf l'éducation et la santé, il parvient à terminer l'exercice avec un déficit de 1,6 milliard, 600 millions de moins que prévu. Pour 2004-2005, le budget prévoit un maigre surplus de 100 millions. Pour atteindre l'objectif, le gouvernement impose

des compressions budgétaires massives. Les dépenses, en dollars courants, reviennent à leur niveau de 2000-2001, un recul de quatre ans. Les observateurs s'attendent à un affrontement majeur avec les syndicats du secteur de la santé.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Un désastre. Pour 2003-2004, cette province prévoyait un déficit de 24 millions; il est ressorti en fin d'exercice à 104 millions. Toutes proportions gardées, c'est comme si le gouvernement québécois déclarait un déficit de 5,1 milliards. Pour 2004-2005, on s'attend à un autre déficit de 33 millions, ce qui demeure énorme pour une province de cette taille. Ce déficit survient malgré un régime minceur très sévère (réduction des dépenses de programmes de 3 %) et une forte augmentation de la taxe sur le capital et des taxes sur le tabac et l'essence. La capacité fiscale de l'Île-du-Prince-Édouard est maintenant la plus faible au Canada. Les paiements de péréquation frisent les 1800 \$ par habitant, comparativement à moins de 1500 \$ à Terre-Neuve. Les transferts fédéraux représentent 38,4 % des recettes budgétaires de l'île, comparativement à 15,7 % au Québec, ce qui en dit long sur l'état de dépendance de cette province.

NOUVEAU-BRUNSWICK

Le gouvernement néo-brunswickois se dirigeait tête baissée vers un déficit de 300 millions en 2004-2005. Ici aussi, le financement des soins de santé et la baisse des transferts fédéraux sont les sujets de préoccupation majeurs. Finalement, on évitera le déficit, mais cela fera mal : abolition de 750 postes dans la fonction publique (c'est comme si le Québec supprimait 8000 postes), mesures de restriction salariale pour ceux qui restent, augmentations généralisées des droits, permis, amendes et pénalités, suppression ou réduction du fi-

nancement de nombreux programmes, révision et réévaluation de plus de 600 programmes et services gouvernementaux, incluant la pertinence de maintenir le réseau de parcs provinciaux. Toutes ces mesures permettront d'économiser 266 millions et d'éviter le déficit. Mais les problèmes ne sont pas finis pour autant. La majeure partie de ce magot sera engloutie dans la hausse des dépenses de santé, qui grimperont de presque 200 millions cette année.

QUÉBEC

Le ministre Yves Séguin a introduit deux nouveaux programmes sociaux (qu'il a d'ailleurs faussement présentés comme des baisses

de la seule, accapare les trois quarts des hausses de dépenses.

SASKATCHEWAN

Le ministre des Finances, Harry Van Mulligen, rejette la majeure partie de ses problèmes sur les épaules de ses contribuables. La Saskatchewan parviendra sans doute à éviter un retour au déficit malgré, là comme ailleurs, la hausse rapide des dépenses de santé, qui grimpent de 6,3 %, ou 160 millions. Or, l'ensemble des dépenses de programmes augmente de 52 millions. Tous les ministères, sauf celui de l'Éducation, devront réduire leurs dépenses en conséquence. Pour faire face à l'augmentation des dépenses en maintenant le cap sur

le seul, accapare les trois quarts des hausses de dépenses.

////////////////////

Le budget de l'Ontario n'est pas encore déposé, mais on sait déjà que la situation financière de la province se détériore rapidement. Le gouvernement de Dalton McGuinty a hérité d'un déficit de 5,6 milliards. Selon les calculs du ministère provincial des Finances, si rien ne change dans les politiques fiscales et budgétaires, l'Ontario continuera d'accumuler les déficits au moins jusqu'en 2006-2007. La dette de la province passera ainsi, en trois ans, de 139 à 150 milliards. La province fait face aux mêmes problèmes de financement des soins de santé que les autres provinces. Dans ces conditions, on voit mal comment le gouvernement pourrait s'en tirer sans augmenter les impôts et annoncer des compressions budgétaires.

Cette semaine, en Nouvelle-Écosse, le gouvernement n'a pas attendu le dépôt du budget pour annoncer une hausse généralisée de la tarification des services gouvernementaux; ces hausses touchent des centaines de services et programmes, et atteignent généralement 6,5 %.

Enfin, le Manitoba déposera son budget le 19 avril. Pour 2003-2004, la province réussira à dégager de justesse un surplus de 4,8 millions. Pour 2004-2005, le ministre des Finances, Greg Selinger, a déjà averti ses compatriotes que son budget sera le plus difficile des dernières années.

EN BREF

Paix-surprise Sun-Microsoft

Impensable il y a quelques semaines, Microsoft et son ennemi juré Sun Microsystems ont créé la surprise hier en annonçant la fin d'années de bataille judiciaire, en échange du versement de 1,6 milliard de dollars américains du numéro un mondial des logiciels à son rival. Les deux entreprises mettent un terme à leur conflit juridique aux États-Unis. Sun (Microsofts) approuve également le fait que les accords annoncés aujourd'hui satisfont aux objectifs qu'il s'était fixés dans les poursuites de l'Union européenne en cours contre Microsoft. Agence France-Presse

Tyco: le procès avorte

Le procès de deux ex-dirigeants de Tyco, accusés d'avoir détourné 600 millions US des caisses du groupe industriel américain, a été annulé hier après 12 jours de délibérations infructueuses du jury, a indiqué une source judiciaire. Le procès de l'ex-PDG Dennis Kozlowski et de son ex-directeur financier Mark Swartz avait débuté le 29 septembre. La décision d'annulation a été prise par le juge de la Cour suprême de New York Michael Obus, en raison de « pressions extérieures » subies par une jurée. Agence France-Presse

Relance de l'emploi

Le marché du travail a enfin redémarré en mars aux États-Unis avec 308 000 créations d'emplois, une nouvelle revigorante pour les Américains après de longs mois de morosité mais aussi pour l'équipe Bush à l'approche de l'élection. Un tel niveau de création d'emplois est sans précédent depuis avril 2000. Agence France-Presse

Québec doit faire 2 milliards de surplus pour stopper la hausse de la dette

FRANCIS VAILLES

Pour stopper la croissance de la dette du Québec, le déficit zéro ne sera pas suffisant. Chaque année, le gouvernement devra plutôt faire des surplus d'au moins deux milliards pour y arriver. La hausse de la dette est toutefois moins dramatique qu'il n'y paraît. Voici pourquoi.

Au 31 mars 2004, la dette du Québec s'élevait à 114,8 milliards de dollars. Au rythme où vont les choses, cette dette augmentera d'environ deux milliards par année, en supposant un déficit zéro.

D'abord, réglons une première question. Plusieurs sont encore surpris de voir que la dette augmente malgré le déficit zéro. Ce phénomène s'explique par les investissements que fait le gouvernement lorsqu'il rénove les routes ou injecte de l'argent dans Hydro-Québec (à même ses profits).

Un investissement n'est pas passé à la dépense dans l'année de sa réalisation et n'est donc pas comptabilisé dans le déficit zéro. C'est la même chose pour un couple qui achète une maison de 100 000 \$. L'investissement ne sera pas imputé entièrement dans le budget de l'année de l'achat, mais réparti sur plusieurs années, notamment avec les paiements hypothécaires. La valeur de la maison augmente l'actif du couple, comme l'investissement dans les routes augmente l'actif du gouvernement.

Cela dit, comme le gouvernement ne fait pas de surplus, il doit s'endetter pour financer les investissements dans ses infrastructures et dans Hydro. Comme le couple qui contracte une hypothèque. Depuis six ans, la dette a augmenté de 16,4 milliards. Les injections dans Hydro et dans les routes (et immobilisations) sont dans chaque cas responsable de 27 % de la hausse de dette (54 % au total). Parmi les autres facteurs, mentionnons la CSST, la SGF, etc.

LES RESPONSABLES DE LA HAUSSE DE LA DETTE DU QUÉBEC¹

Hydro-Québec	27%
Le réseau routier	22%
La CSST ²	15%
La SGF et autres sociétés d'État ³	14%
Les immobilisations ⁴	5%
Les déficits budgétaires ⁵	3%
Autres facteurs	17%
Hausse totale	100% ou 16,4 milliards \$

¹ Entre le 31 mars 1997 et le 31 mars 2004, soit depuis six ans.

² Parce que la CSST garde ses surplus plutôt que de les verser au gouvernement, la comptabilité du gouvernement considère que c'est l'équivalent d'un réinvestissement dans cette société, pour lequel il a fallu s'endetter. La CSST est sorti du périmètre comptable du gouvernement l'an dernier.

³ Il s'agit des mises de fonds dans les sociétés d'État et les prêts et avances.

⁴ Excluant le réseau routier.

⁵ Québec a eu des déficits zéro, sauf cette année et l'an dernier, en raison des pertes de la SGF.

Source : Ministère des Finances du Québec

Depuis six ans, seulement 3 % de la hausse de la dette a servi à « payer l'épicerie », c'est-à-dire les salaires des professeurs, des infirmières et autres, puisque le gouvernement a presque toujours présenté des déficits zéro.

Est-ce une mauvaise chose de voir la dette augmenter à cause d'Hydro? Pas vraiment. Chaque dollar que le gouvernement met dans Hydro lui procure un rendement d'environ 13 %. Comme le gouvernement emprunte à moins de 6 % sur les marchés, le rendement net est de 7 %.

STRATÉGIE POUR RÉDUIRE LA DETTE

- Le gouvernement demande aux sociétés d'État, comme la SGF, de s'autofinancer. En minimisant les mises de fonds dans ces sociétés, Québec réduira la croissance de la dette de quelque 360 millions par an.

- En mettant fin au coûteux projet informatique Gires, le gouvernement s'est épargné 400 millions de nouvelle dette.

- La dette croît moins vite de quelque 500 millions par année depuis le retrait de la CSST du périmètre comptable du gouvernement, l'an dernier.

- Si le gouvernement cède certains de ses immeubles, comme suggéré, le gain en capital servira à augmenter ses revenus, mais la valeur comptable des immeubles vendus réduira la dette.

- Pour rénover les routes et infrastructures, Québec fera des partenariats avec le privé, ce qui ralentira la croissance de son endettement de plusieurs millions par année.

C'est mieux qu'un certificat de dépôt, qui rapporte 1 %.

Il n'est donc pas dramatique de voir la dette augmenter lorsque le gouvernement investit intelligemment dans son réseau. D'ailleurs, l'an dernier, le gouvernement fédéral a retiré de sa dette les injections semblables dans ses sociétés d'État ou dans son réseau. Ce faisant, la dette du fédéral (510,6 milliards au 31 mars 2004) ne correspond plus qu'au déficit accumulé ou, autrement dit, à la « mauvaise dette ».

En incluant la « bonne dette »,

c'est-à-dire la contrepartie des avoirs financiers et non financiers, la dette totale d'Ottawa passerait à 622,5 milliards. C'est ce dernier chiffre qui est comparable aux 114,8 milliards du Québec. Autrement dit, si le Québec utilisait le même concept de dette qu'Ottawa, soit la somme des déficits accumulés, la dette reculerait de 28,7 milliards, à 86,1 milliards.

La différence correspond à la valeur des avoirs du gouvernement dans Hydro (15,3 milliards), dans la SGF (2,0 milliards) et dans les immeubles et routes (10,7 milliards), notamment. Dans le secteur privé, on dirait que les actions que détient le gouvernement dans Hydro valent 15,3 milliards.

La « mauvaise dette »

En somme, c'est surtout la « mauvaise dette » de 86,1 milliards qu'il faut réduire, une dette restée stable ces dernières années avec les déficits zéros. Cette somme des déficits accumulés équivaut à 33,3 % du PIB, comparativement à 42 % pour les 511 milliards d'Ottawa.

Au fédéral, la « mauvaise dette » a diminué de 50 milliards depuis six ans, grâce aux surplus. À chaque année, ou presque, la réserve pour éventualités de 3,0 milliards a servi à réduire la dette.

Yves Séguin vient d'évoquer la possibilité de créer une telle réserve. La tâche s'annonce titanesque. Au cours de la prochaine année, le gouvernement doit faire des pieds et des mains pour attendre le déficit zéro, en vendant notamment des éléments d'actif. Et l'année suivante (2005-2006), le trou à combler pour l'atteindre est de 1,6 milliard.

Autrement dit, le gouvernement doit dégager plus de 3,6 milliards de dollars l'an prochain s'il veut, d'une part, boucher le trou de 1,6 milliard et, d'autre part, stopper la croissance de la dette (2 milliards).

La section des brochures touristiques

Un cahier spécial à ne pas manquer samedi 3 avril dans

LA PRESSE

LA PRESSE AFFAIRES

INVESTIR

LA REVUE DU 1^{er} TRIMESTRE LA PRESSE AFFAIRES

Les nouvelles jour après jour

JANVIER

Le marché au début du mois
S & P/TSX **8220,9**
Dollar canadien **77,04 US**

• BCE Emergis vend sa filiale américaine
• Gaétan Frigon tentera de rescaper San Francisco • Dorel acquiert un producteur de vélos pour 310 millions US • San Francisco liquide 58 magasins mais conserve Les Ailes de la mode • Jean Douville succédera à André Bérard à la tête de la Banque Nationale • Alcan élimine 560 emplois à Jonquière • Tellier réorganise Bombardier Transport • Nortel redevient la plus grande société en Bourse

FÉVRIER

Le marché au début du mois
S & P/TSX **8521,4**
Dollar canadien **75,5 US**

• Une filiale américaine de la Sun Life versera 225 millions US d'amendes à la SEC • La CIBC pourrait céder TAL à un groupe étranger • Abitibi Consol vend sa participation dans SFK • Le Groupe Jean Coutu ferait cavalier seul pour acheter Eckerd • Bombardier réclame l'aide des gouvernements pour un nouvel appareil • Premier profit annuel en six ans pour Cambior • Le tribunal approuve la vente de Cinar

MARS

Le marché au début du mois
S & P/TSX **8788,5**
Dollar canadien **74,94 US**

• Bombardier décroche une commande de 1 milliard de Delta • CGI achète l'américaine AMS pour 1,1 milliard • Plus grosse baisse en Bourse depuis un an • Maax est vendu à des Américains et à un fonds ontarien • À titre de nouveau PDG, Peladeau redressera l'imprimeur Quebecor World • Nortel replonge dans la tourmente : le titre perd 18 % • La menace terroriste fait plonger la Bourse • Restructuration coûteuse chez Bombardier Transport • Victor Li menace de laisser tomber Air Canada • Le fondateur cède la direction à Luc Desjardins : Rémi Marcoux veut garder Transcontinental dans la famille

Les spécialistes sont confiants



RÉJEAN BOURDEAU

FIN DE SÉANCE

Après avoir réalisé un rendement de 4,4 % pour les trois premiers mois de l'année, la Bourse de Toronto va-t-elle rester en territoire positif pour le deuxième trimestre commencé jeudi ?

Les spécialistes pensent que oui. Et, dans un environnement caractérisé par de bons profits et de faibles taux d'intérêt, la performance du marché pourrait se situer entre 3 et 5 %.

« La saison des bénéfiques qui s'amorce bientôt devrait être excellente », soutient le stratège Clément Gignac, de la Financière Banque Nationale.

Selon lui, les sociétés américaines vont annoncer des hausses de profits de 20 %, année sur année, pour le trimestre de janvier à mars, alors que les observateurs s'attendent à 16 %.

M. Gignac apporte toutefois un bémol à son scénario positif. « L'enjeu, c'est de savoir à partir de quand le marché commencera à s'inquiéter de la hausse éventuelle des taux d'intérêt aux États-Unis », précise-t-il.

Étant donné la bonne tenue de l'économie américaine, une solide augmentation de l'emploi forcera la Réserve fédérale à monter les taux pour éviter les pressions inflationnistes. Hier, les chiffres ont montré une création fulgurante de 308 000 postes, soit la plus forte hausse en quatre ans.

« Pour qu'on s'inquiète vraiment d'une hausse significative des taux d'intérêt, il faudrait qu'il se crée

plus de 150 000 emplois pendant trois ou quatre mois consécutifs. »

Comme ces hausses devraient survenir à partir du printemps 2005, estime-t-il, le stratège se dit plus inquiet des marchés boursiers dans la deuxième moitié de l'année qu'au deuxième trimestre.

M. Gignac compare d'ailleurs ce jeu de contrepoids, entre les bonnes nouvelles des profits et l'inquiétude face à la prochaine hausse des taux d'intérêt, à une partie de souque à la corde.

Le gestionnaire Patrick Roy, de Fiera Capital, est d'accord avec lui. « Les hausses de taux à venir aux États-Unis vont créer de l'incertitude, mais tout dépendra de leur ampleur et de la rapidité avec laquelle elles seront mises en oeuvre », explique-t-il.

Les deux spécialistes rappellent que l'environnement économique est favorable, que l'évaluation boursière est raisonnable (17 fois les profits de 2004) et que les taux d'intérêt devraient même baisser au Canada dès ce printemps.

M. Roy ajoute d'autres arguments : le prix du pétrole reste élevé (le secteur de l'énergie compte pour 15 % du S&P/TSX), le secteur mines et métaux profite de la demande internationale, le prix de l'or dépasse les 400 \$ US l'once, sans compter que les banques et les assureurs (32 % du S&P/TSX) profitent de la bonne tenue des marchés financiers.

Dans ce contexte, le gestionnaire mise notamment sur le secteur pétrole et gaz, dont le producteur EnCana, qui pourrait engranger des profits de 4 \$ par action cette année.

Du côté des aurifères, il propose Lion Ore Mining, un producteur de nickel en Australie et en Afrique, dont les profits annuels sont estimés à 80 cents par action.

De plus, il considère que la société

PERSPECTIVES DU 2^e TRIMESTRE

TITRES PRÉFÉRÉS

EnCana
Lion Ore Mining
ATI Technologies

TITRES PRÉFÉRÉS

Nexen
Canadian Natural Ressources
Inco
Teck Cominco
Tembec



PATRICK ROY
Gestionnaire principal, actions, chez Fiera Capital

PLUS : Les évaluations actuelles sont raisonnables et les profits vont continuer à croître.

MOINS : Un ralentissement de la croissance en Chine affecterait le secteur des matières premières.



CLÉMENT GIGNAC
Stratège et économiste en chef pour la Financière Banque Nationale

PLUS : Les sociétés présenteront d'excellents profits.

MOINS : La vitesse à laquelle les taux de long terme augmenteront et le niveau qu'ils atteindront. Les risques sont moindres tant qu'ils demeurent sous les 4,5 %.

PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE ©

PHOTO FOURNIER PAR FBN

ATI Technologie profitera de la vente de cartes graphiques pour les téléphones portables et les assistants électroniques (Palm Pilot). Il prévoit un bénéfice par action de 1 \$ cette année.

Clément Gignac se concentre également sur le secteur de l'énergie (Nexen, Canadian Natural Ressources). Il pense aussi que les prévisions de prix pour les métaux (nickel, cuivre, etc.) sont trop faibles et que cela devrait causer des surprises positives au niveau des résultats (Inco, Teck Cominco).

Le stratège s'intéresse aussi aux sociétés forestières (Tembec) alors qu'il entrevoit une embellie dans ce secteur.

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Les 10 titres les plus consultés par les internautes hier

1	Jean Coutu (PJC.A)
2	Nortel (NT)
3	ConjuChem (CJC)
4	Xillix Technologies (XIX)
5	Bombardier (BBD.B)
6	Lyrtech (LYT)
7	Banque Scotia (BNS)
8	Procyon Biopharma (PBP)
9	Labopharm (DDS)
10	BioEnvelop (BIE)

L'emploi fait bondir la Bourse aux États-Unis

REUTERS

TORONTO — Les marchés nord-américains ont nettement grimpé hier grâce au soulagement provoqué par une croissance de l'emploi sans précédent depuis quatre ans aux États-Unis après des mois de reprise économique sans soutien de l'emploi. L'indice composite S&P/TSX de la Bourse de Toronto a bondi de 146,67 points, ou 1,7 %, clôturant la séance à 8798,75. Sur l'ensemble de la semaine, l'indice a pris 3,4 %. Le marché a été propulsé par les 308 000 emplois créés dans le secteur non agricole américain le mois dernier, alors que les

économistes en prévoient trois fois moins.

La nouvelle viendra apaiser la crainte croissante de ne pas voir les effets du redémarrage économique se traduire sur le marché du travail. Les inquiétudes de plus en plus vives sur la situation de l'emploi aux États-Unis risquaient en effet de refroidir la consommation des Américains, principal moteur de la reprise.

Wall Street a également terminé la séance en hausse, saluant la bonne surprise de la statistique de l'emploi. L'indice Dow Jones a clôturé en hausse de 97,26 points, soit 0,94 %, à 10 470,59. L'indice élargi Standard & Poor's 500 a pris 9,63

points, soit 0,85 %, à 1141,80 et l'indice composite du marché NASDAQ, à forte composante technologique, s'est adjugé 42,16 points, ou 2,09 %, à 2057,17.

Sur l'ensemble de la semaine, le Dow gagne 2,5 %, le S&P-500 trois pour cent et le NASDAQ, 4,9 %. L'ensemble des dix sous-indices du TSX ont terminé en territoire positif, le secteur des technologies de l'information menant la charge avec un gain de 3,93 %.

Six autres secteurs, dont l'énergie et la finance, ont pris plus de 1 %. Sierra Wireless a été le grand gagnant des technos avec un gain de 6,91 \$, ou 14,65 %, à 54,09 \$.

Le fabricant de modems sans fil a doublé hier ses prévisions de profits pour le premier trimestre. Nortel Networks Corp. a pris 27 cents, ou 3,37 %, à 8,27 \$ et Research In Motion 11,44 \$, ou 9,12 %, à 136,84 \$.

RIM a annoncé hier avoir conclu un accord avec Siemens AG, qui offrira le service de courrier sans fil BlackBerry sur ses téléphones portables.

Microsoft Sun Microsystems ont tenu le devant de la scène à Wall Street.

Le géant américain du logiciel et le constructeur informatique ont été particulièrement entourés après

avoir enfin enterré la hache de guerre.

Les deux groupes ont conclu un accord à l'amiable qui règle de vieux différends sur des problèmes de concurrence et de brevet. L'action Microsoft a gagné 3,07 % à 25,85 \$US.

Le titre Sun Micro s'est envolé quant à lui de 20,76 % à 5,06 \$US. La crainte de voir la statistique de l'emploi favoriser en revanche une remontée des taux d'intérêt de la Fed a nui aux secteurs qui profitent du niveau actuellement très bas du coût du crédit, à savoir les segments financier, du BTP et du bricolage.

LES OBLIGATIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA						
Émetteur	Coupon	Échéance	Prix	Rend.	Var.	
Canada	6,50	1 Juin 04	100,67	1,99	-0,01	
Canada	5,00	1 Sept. 04	101,17	2,02	-0,05	
Canada	9,00	1 Déc. 04	104,46	2,07	-0,10	
Canada	6,00	1 Sept. 05	104,99	2,35	-0,27	
Canada	8,75	1 Déc. 06	110,11	2,46	-0,35	
Canada	7,00	1 Déc. 06	110,36	2,91	-0,59	
Canada	7,25	1 Juin 07	112,30	3,11	-0,71	
Canada	6,00	1 Juin 08	109,55	3,50	-0,87	
Canada	5,50	1 Juin 09	107,83	3,80	-1,03	

Canada	9,50	1 Juin 10	129,71	4,00	-1,29	
Canada	9,00	1 Mars 11	128,66	4,17	-1,39	
Canada	6,00	1 Juin 11	110,66	4,25	-1,30	
Canada	10,25	15 Mars 14	145,58	4,50	-1,86	
Canada	9,75	1 Juin 21	155,56	4,91	-2,44	
Canada	8,00	1 Juin 25	135,49	5,07	-2,22	
Canada	8,00	1 Juin 27	137,87	5,17	-2,28	
Canada	5,75	1 Juin 29	108,00	5,17	-1,95	
Real Ret.	4,25	1 Déc. 21	126,95	2,37	-0,69	
Real Ret.	4,25	1 Déc. 26	132,04	2,40	-0,86	

PROVINCIAL

B C M Fin	5,50	24 Mars 08	107,05	3,57	-0,83	
Hydro Qué.	7,00	1 Juin 04	100,75	1,89	-0,01	

LE PÉTROLE

NEW YORK (AP) Prix par baril en \$ US

	Vendredi	Jeudi
Saudi Arabian light	30,83	31,66
North Sea Brent	30,87	32,31
West Texas Intermediate	34,38	34,28

L'ARGENT

Les courtiers londoniens ont haussé vendredi le prix de l'argent de (\$+0,0050) cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.

Vendredi: \$813 50

MONTREAL — Handy & Harman évaluait hier le prix de l'argent canadien (\$11 002) (\$—0 039) l'once troy.

NEW YORK — Handy & Harman évaluait hier le prix de l'argent américain (\$8 095) (\$—0 060) l'once troy.

LES MÉTAUX

MARCHE DE LONDRES PRIX EN DOLLARS US PAR TONNE MÉTRIQUE

FERMETURE		
CUIVRE (catégorie-A-)		
comptant	3108—3110	
3 mois	3016,5—3017	
15 mois	2635—2645	

PLOMB		
comptant	849—851	
3 mois	839,5—840	
15 mois	705—715	

ALUMINIUM		
comptant	1722—1723	
3 mois	1739,5—1740	
15 mois	1663—1668	

NICKEL (dollars)		
comptant	14210—14220	
3 mois	14195—14200	
15 mois	12075—12175	

ÉTAIN		
comptant	9010—9020	
3 mois	8770—8775	
15 mois	8020—8030	

ZINC (qualité supérieure)		
comptant	1114—1115	
3 mois	1131,5—1132	
15 mois	1112—1117	

LES BOURSES DANS LE MONDE

FERMETURE				VARIATION NET		EN %	
AMÉRIQUE DU NORD/SUD							
S&P 500 (New York)	1141,80	9,63	0,85				
Mexico Bolsa	10713,54	101,67	0,96				
Brazil Bovespa Stock	22948,95	301,88	1,33				
EUROPE/AFRIQUE							
DJ Euro Stoxx 50 P	2742,54	48,36	1,80				
FTSE 100 (Angleterre)	4465,60	54,90	1,25				
CAC 40 (France)	3739,91	69,93	1,91				
DAX (Allemagne)	4007,60	82,75	2,11				

FERMETURE				VARIATION NET		EN %	
ASIE/PACIFIQUE							
IBEX 35 (Espagne)	8269,70	171,80	2,12				
Milan MIB30 (Italie)	28045,00	479,00	1,74				
Amsterdam Exchanges	350,52	8,06	2,35				
OMX (Stockholm)	713,11	8,06	1,14				
Swiss Market (Suisse)	5784,60	67,80	1,19				

LES DEVICES

(PC) Voici les taux des devises étrangères vendredi, tels que fournis par la Banque de Montréal. Les taux sont en devise canadienne et sont nominaux car ils fluctuent durant la journée et varient d'une banque à l'autre.

Arique du Sud	rand	\$ 0,2159
Arabie saoudite	riyal	\$ 0,3627
Argentine	peso	\$ 0,47088
Australie	dollar	\$ 1,0385
Bahamas	dollar	\$ 1,3262
Bahrein	dinar	\$ 3,5724
Barbade	dollar	\$ 0,6833
Bermudes	dollar	\$ 1,3262
Bresil	real	\$ 0,4670
Bulgarie	lev	\$ 0,8480
Caribbean	dollar	\$ 0,5118
Chili	peso	\$ 0,00220
Chine	renminbi	\$ 0,1637
Cypr	livre	\$ 2,8288
Colombie	peso	\$ 0,000506
Corée	won	\$ 0,001180
Costa Rica	colon	\$ 0,003146
Danemark	couronne	\$ 0,2237
Egypte	livre	\$ 0,2179
Em.A.U.	dirham	\$ 0,3667
Etats-Unis	dollar	\$ 1,3150
Europe	euro	\$ 1,5959
Fidji	dollar	\$ 0,8138
Guyane	dollar	\$ 0,007524
Haïti	gourde	\$ 0,0364
Hong Kong	dollar	\$ 0,1733
Hongrie	forint	\$ 0,00666
Inde	roupie	\$ 0,0317
Indonésie	rupie	\$ 0,001165
Israël	shekel	\$ 0,2986

Jamaïque	dollar	\$ 0,0236
Japon	yen	\$ 0,012584
Keriyra	shilling	\$ 0,0174
Koweït	dinar	\$ 4,6390
Liban	livre	\$ 0,000890
Malaisie	ringgit	\$ 0,3638
Maroc	dirham	\$ 0,1509
Mexique	peso	\$ 0,1258
Norvège	couronne	\$ 0,9777
Nouvelle-Zélande	dollar	\$ 0,9057
Pakistan	roupie	\$ 0,0245
Pérou	sol	\$ 0,3894
Philippines	peso	\$ 0,0240
Pologne	zloty	\$ 0,3500
Rép. dominicaine	peso	\$ 0,0312
Rép. tchèque	couronne	\$ 0,0507
Roumanie	leu	\$ 0,000406
Royaume-Uni	livre	\$ 2,4072
Russie	rouble	\$ 0,0472
Singapour	dollar	\$ 0,8012
Slovaquie	couronne	\$ 0,0414
Slovénie	tolar	\$ 0,008962
Sri Lanka	roupie	\$ 0,01383
Suède	couronne	\$ 0,1804
Suisse	franc	\$ 1,0608
Taiwan	dollar	\$ 0,0411
Tanzanie	shilling	\$ 0,001218
Thaïlande	bahit	\$ 0,0344
Trinité-Tobago	dollar	\$ 0,2223
Tunisie	dinar	\$ 1,0876
Turquie	livre	\$ 0,00000103
Ukraine	hryvna	\$ 0,2525
Venezuela	bolivar	\$ 0,00070

Les cotes sont en devises canadiennes.

Taux communiqués par Valeurs Mobilières Banque Laurentienne

INVESTIR

LA PRESSE AFFAIRES

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

Table with 10 columns: TITRE, IQ 30, FERMETURE (\$), CHANGEMENT NET, %, VARIATION CETTE ANNEE (%), VAL. BOUR. (M \$), 52 SEMAINES HAUT, 52 SEMAINES BAS. Lists 50 companies like Abitibi-Consolidated, Aeterna, Air Canada, etc.

Table with 10 columns: TITRE, IQ 30, FERMETURE (\$), CHANGEMENT NET, %, VARIATION CETTE ANNEE (%), VAL. BOUR. (M \$), 52 SEMAINES HAUT, 52 SEMAINES BAS. Lists 50 companies like Le Groupe Canam Manac, Le Groupe Jean Coutu, Les Boutiques San Francisco, etc.

▲ ▼ : Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractère gras : Indique une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 : Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la UNE de La Presse Affaires. / M \$: Millions de dollars US / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

BOURSE DE TORONTO

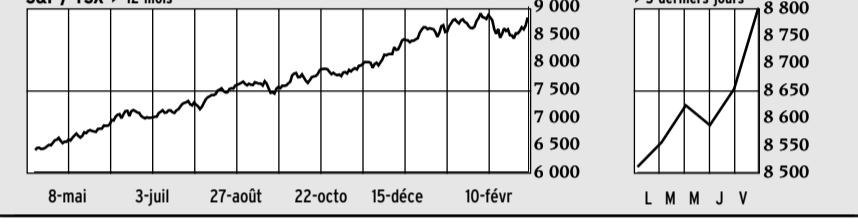


Table with 6 columns: OUVERTURE, HAUT, BAS, FERMETURE, VAR. 1 J, VAR. 1 AN. Includes sections for ACTIONS NÉGOCIÉES and SOUS-INDICES.

Table with 6 columns: FERMETURE, VARIATION, FERMETURE, VARIATION. Lists various market sectors like Services financiers, Matériaux de base, etc.

Table with 6 columns: FERMETURE, VAR., VAR. (%), FERMETURE, VAR., VAR. (%). Lists S&P/TSX 60 and S&P/TSX Petites cap.

Table with 6 columns: VOLUME, CLÔT. (\$), VAR. (\$), VOLUME, CLÔT. (\$), VAR. (\$). Lists top 10 active stocks like WHEATON RIVER M., NORTEL NETWORKS C, etc.

Table with 6 columns: VOLUME, CLÔT. (\$), VAR. (%), VOLUME, CLÔT. (\$), VAR. (%). Lists top 10 gainers like PEBERCAN INC, ONCOLYTICS BIOTECH, etc.

Table with 6 columns: VOLUME, CLÔT. (\$), VAR. (%), VOLUME, CLÔT. (\$), VAR. (%). Lists top 10 losers like NQL DRILLING T/A, YAMANA GOLD INC, etc.

BOURSE DE CROISSANCE TSX



Table with 6 columns: OUVERTURE, HAUT, BAS, FERMETURE, VAR. 1 J, VAR. 1 AN. Includes sections for ACTIONS NÉGOCIÉES and SOUS-INDICES.

NEW YORK

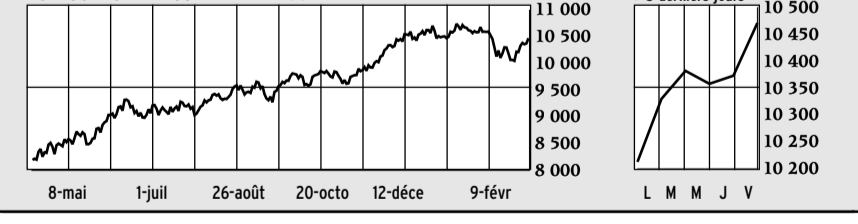


Table with 6 columns: OUVERTURE, HAUT, BAS, FERMETURE, VAR. 1 J, VAR. 1 AN. Includes sections for ACTIONS NÉGOCIÉES and SOUS-INDICES.

NASDAQ

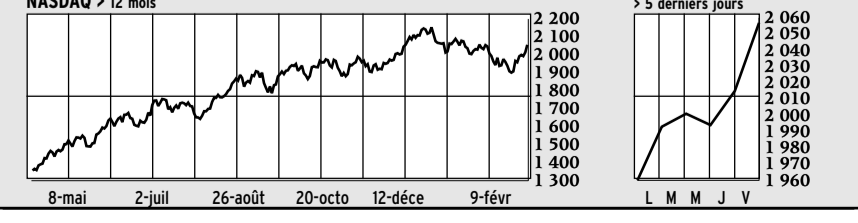


Table with 6 columns: OUVERTURE, HAUT, BAS, FERMETURE, VAR. 1 J, VAR. 1 AN. Includes sections for ACTIONS NÉGOCIÉES and SOUS-INDICES.

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES

Table with 10 columns: TITRE, FERMETURE (\$), CHANGEMENT NET, %, VOLUME, VAR. CETTE ANNÉE (%), FERMETURE (\$), CHANGEMENT NET, %, VOLUME, VAR. CETTE ANNÉE (%). Lists 100 Quebec-based companies like Abitibi Mines Inc, Abitex Resources Inc, etc.

ÉTATS-UNIS LES 100 GÉANTS

Table with 10 columns: TITRE, FERM. (\$), CHANGEMENT NET, %, 52 SEMAINES HAUT, 52 SEMAINES BAS, VALEUR BOUR. (MM \$)*, FERM. (\$), CHANGEMENT NET, %, 52 SEMAINES HAUT, 52 SEMAINES BAS, VALEUR BOUR. (MM \$)*. Lists 100 large US companies like Abbott Labs, Accenture Ltd-A, Alcoa Inc, etc.

Liste des 100 sociétés inscrites sur les marchés américains ayant la plus forte valeur boursière. La liste est révisée à chaque trimestre. / MM \$: Milliards de dollars US

BOURSE AFFAIRES

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

Comment lire les cotes financières... Les titres sont énumérés par ordre alphabétique...

Société (symbl): Nom de l'entreprise et symbole boursier entre parenthèses... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas... Société... Volume Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

IMMERSION EN ANGLAIS depuis 1980

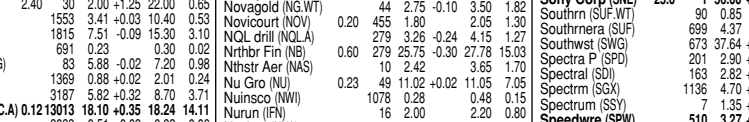
Pour les jeunes de 10 à 17 ans

CAMP D'ÉTÉ LINGUISTIQUE INTERNATIONAL PILGRIM À L'UNIVERSITÉ CARLETON (OTTAWA)

Séjours de 3 ou 4 semaines en juillet et août

- Activités culturelles et sportives
• Hébergement dans les résidences de l'Université Carleton
• Professeurs ayant une formation Universitaire

TPS comprise Pour plus de renseignements, téléphonez à frais virés au (613) 247-3337 ou par télécopieur au (613) 247-7600



3192987A

www.destinationcanada.org

"Learning is fun and there is fun in learning"

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE... AGF Mstr (AGF) 1.22 3.08 4.00 2.90
AGF Mstr (AGF) 1.22 3.08 4.00 2.90
AGF Mstr (AGF) 1.22 3.08 4.00 2.90

ENCANS

ENCAN PUBLIC

ÉQUIPEMENTS COMPLETS D'ÉPICERIE ET INVENTAIRES
ÉQUIPEMENTS DE PRÉPARATION ET DE CUISSON DE PLAT CUISINÉ
ÉQUIPEMENT DE BOULANGERIE ET PÂTISSERIE

Le mercredi 7 avril 2004 à 10 h 30
 au 2865, de l'Industrie à St-Mathieu de Beveillé

Liste partielle: Mélangeur 60 litres HOBART + bol a/i + acc. - Four pain DÖYON JAOP3 + étuve - Laminoin pâtes L&M - Rôtis, poulet élec. JET-AIR - Rôtis, poulet gaz HART MARK V - Tab. prép. érable 14' x 8' - Tab. prép. réf. - Plusieurs comptoirs et tables a/i - Ch. réf./cong. - Prés. coul. acapou - Prés. vitré réf. 6' comp. int. - Balance élec. DIGI SM90 - imprim. - Balance élec. DIGI SM25 - Ens. Caisnes/balances TEC - Sys. caisse + lect. code bar + écran plat - Compt. caisse OSTON - Tr. viande LARRY SOMMERS 910 auto - Ch. libre-service cong./réf. 6 p. vitrés 5' x 22' - 2 F. convec. BAKERS PRIDE - Étuve BRUTE 1 p. - Embal. HAND WRAPPER - Embal. à pel. HEAT SEAL 2 rouleaux - Réf. fruits/lég. ouvert 36' HUSSMANN 3/HV-12 - Réf. ouvert 20' 1/5 LM-12RK 115LM-8RK - Réf. ouvert 24' 2/5LM-12RK - Compt. viande réf. 12' - Sys. Réf. - Compt. ouverts et fermés - Comp. 3 hp pour cong. - Ens. 4 compresseurs 1/2 - Evap. - Réf. vitrés 1 p/2 p. - Réf. ass. - Micro-ondes com. - Éviers a/i double / triple - Ens. étagères épicerie 18 sect. de 4' double (lot) - Charlots 2/3 niveaux - Tab. a/i 3'+5'+6' - Étagère BABYRACK - 4 ch. froide réf. VOLLRATT - Sys. informatique HP - Imprimante HP - Rails + fixtures halogènes - Copieur PANASONIC - Imprimante étiquette PRINTRONIX - Différents présentoirs - Sys. son - H.-parleur - Sys. téléphonique MERIDIEN 6 téléphones - etc.

INVENTAIRE D'ÉPICERIE À PRÈS DE 40 000 \$
 Tel que: conserves, boissons gazeuses, eau, jus, croustilles, bonbons, confitures, produits de nettoyage, pâtes, sauces, riz, etc.

Photos et détails : www.encansbaril.com
 Inspection : Le mardi 6 avril 2004, de 9 h à 17 h
 Conditions : Frais d'encan 10 %, dépôt 25 %
 Balance : Argent comptant ou chèque visé

ENCANS BARIL INC.
 Commissaires-priseurs
 Tél.: (450) 464-9899 Téléc.: (450) 464-9734

Tél.: (450) 465-4078
www.soi-emploi.qc.ca

La force de la réussite

De Soi à l'Emploi

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

Société de développement de Montréal

APPEL D'OFFRES PUBLIC

REMPLACEMENT DU SYSTÈME DE GESTION AUTOMATISÉE DU STATIONNEMENT PUBLIC DU COMPLEXE CHAUSSEGGROS-DE-LÉRY

La Société de développement de Montréal demande des soumissions pour remplacer le système de gestion automatisée du stationnement public du « Complexe Chaussegros-de-Léry » au 350, rue Champs-de-Mars.

On se procure le document d'appel d'offres à compter du **lundi 5 avril 2004** au siège social de la Société, 500, Place d'Armes, bureau 1400, Montréal (Québec) H2Y 2W2, contre un chèque visé uniquement, au montant de cinquante (50 \$) dollars, émis à l'ordre de la Société de développement de Montréal et non remboursable.

VISITE DES LIEUX : Le mercredi 14 avril 2004, à 13 h 30 à l'entrée principale du stationnement Chaussegros-de-Léry au 350, rue Champs-de-Mars, à Montréal. L'achat des documents de soumissions et cette visite sont **obligatoires** pour présenter une soumission. Un registre des présences sera dressé sur les lieux.

La date limite pour la remise des soumissions est le **mercredi 5 mai 2004 à 14 h**.

La Société de développement de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

CASILOC INC.

APPEL D'OFFRES

CONSTRUCTION & APPROVISIONNEMENT

Projet
Fairmont Manoir Richelieu
 Restauration des lucarnes

Les entrepreneurs et les fournisseurs d'équipements et de services peuvent obtenir l'information sur les appels d'offres de construction et d'approvisionnement en visitant le site Internet de l'entreprise :

www.casiloc.com

LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ
AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Dans l'affaire de la faillite de :

LES ALIMENTS KASCHER LEVITTS INC., compagnie légalement constituée et ayant sa principale place d'affaires au 7070, rue St-Patrick, Lasalle (Qc) H8N 1V2.

Débitrice

AVIS est par la présente donné que la compagnie ci-haut mentionnée a fait cession présumée de ses biens le 29 mars 2004 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 14 avril 2004, à 13 h 30, au bureau du séquestre officiel, au 5, place Ville-Marie, bureau 800, Montréal (Québec) H3B 2G2.

DATÉ DE MONTRÉAL, le 31 mars 2004.

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
 És qualité de syndic de l'actif de
 LES ALIMENTS KASCHER LEVITTS INC.

1, place Ville-Marie
 Bureau 3000
 Montréal (QC) H3B 4T9
 Tél. : (514) 393-7115
 Fax : (514) 390-4103

Deloitte.

Samson Bélaïr/Deloitte & Touche

AVIS DE L'AJOURNEMENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES CRÉANCIERS

Dans l'affaire du plan d'arrangement de PAPIERS GASPÉSIA INC., personne morale dûment constituée ayant son siège social au 419, McGrath, Chandler (Québec) G0C 1K0.

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale des créanciers tenue le 31 mars 2004 a été ajournée au 6 avril 2004 à 14 h 30 (heure locale de Québec) à l'hôtel Holiday Inn Select, au 395, rue de la Couronne, salle St-Laurent, Québec (Québec).

Fait à Montréal, ce 3^e jour d'avril 2004.

ERNST & YOUNG INC.
CONTRÔLEUR NOMMÉ PAR LE TRIBUNAL

ERNST & YOUNG

1, Place Ville-Marie, bureau 2400
 Montréal (Québec) H3B 3M9
 Tél. : (514) 875-6060 / Téléc. : (514) 395-4933

CASILOC INC.

APPEL DE PROPOSITIONS N° 04-503

VENTE OU LOCATION D'UN TERRAIN VACANT SITUÉ DANS LA VILLE DE GATINEAU

CLÔTURE : LE 7 MAI 2004
 11 H, HEURE LOCALE

Casiloc inc, filiale de Loto-Québec, désire recevoir des offres relativement à la vente ou à la location d'un grand terrain vacant situé dans la ville de Gatineau, Québec, d'une superficie approximative de 168 100,2 mètres carrés (correspondant à environ 1 809 415 pieds carrés), situé au chemin du Lac-Leamy (près du Casino du Lac-Leamy) et composé du lot n° 2 338 700 du cadastre du Québec.

Les fournisseurs peuvent obtenir l'information sur l'appel de soumissions en visitant le site Internet de l'entreprise :

www.loto-quebec.com

ou en se présentant à :

Direction de l'approvisionnement de Loto-Québec
 500, rue Sherbrooke Ouest, 18^e étage
 Montréal (Québec) H3A 3G6

Du lundi au vendredi entre 9 h et 12 h et entre 13 h 30 et 16 h

Émis le 3 avril 2004

manoir cartierville

APPEL D'OFFRES PUBLIC

PROJET : 03-C1004 MANOIR CARTIERVILLE

Le Manoir Cartierville propriétaire, ayant son siège social au 12235, rue Grenet, Montréal (Québec) demande des soumissions pour la construction de l'agrandissement des espaces communautaires - Bloc F à son siège social.

Les documents contractuels pourront être obtenus :

LÉGER, BERTOMEU ET ASSOCIÉS, ARCHITECTES
 5995, boul. Gouin Ouest, bureau 307
 Montréal (Québec)
 Tél. : (514) 331-6490

Une visite des lieux se déroulera le 14 avril 2004 à 14 h contre un chèque visé non remboursable de 75 \$ émis à l'ordre du propriétaire.

Les soumissions devront être accompagnées soit d'un cautionnement de soumission délivré par une institution financière et établi au montant de quatre vingt cinq mille deux cent cinquante dollars (85 250 \$) valide pour une période de quarante-cinq (45) jours de la date d'ouverture des soumissions, soit d'un chèque visé au montant de quarante deux mille six cent vingt-cinq dollars (42 625 \$) fait à l'ordre du propriétaire, soit d'obligations conventionnelles au porteur émises ou garanties par les gouvernements du Québec ou du Canada dont la valeur nominale est de quarante deux mille six cent vingt-cinq dollars (42 625 \$).

Les soumissions seront reçues à l'endroit suivant :

MANOIR CARTIERVILLE
 À LA RÉCEPTION DE L'ENTRÉE PRINCIPALE
 12235, rue Grenet, Montréal (Québec) H4J 2N9
 Tél. : (514) 337-7300, poste 266

jusqu'au 28 avril 2004, 14 h, pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Seuls sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur place d'affaires au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou territoire visé pour cet accord et détenant la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leurs soumissions, et doivent les informer des conditions qu'ils entendent leur imposer et s'assurer qu'ils détiennent les permis et licences requis.

Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quelque autre des soumissions reçues.

Roger Bernier,
 chef des services d'hôtellerie, techniques et approvisionnement

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE QUÉBEC (CHUQ)

Le CHUQ demande des soumissions pour les travaux suivants :

RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT DE L'URGENCE HÔPITAL SAINT-FRANÇOIS D'ASSISE	Cautionnement de soumission 1 055 000 \$
----------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------

Les personnes intéressées doivent consulter les avis d'appel d'offres diffusés par l'intermédiaire des babillards électroniques sur le site de Constructo ou de MERX :

www.constructo.ca ou www.merx.com

Les marchés sont ouverts seulement aux produits, services et fournisseurs ayant pour origine le Québec et, si les accords de libéralisation des marchés publics le requièrent, les territoires avec lesquels le Québec a conclu ces accords sur les marchés visés.

Les soumissions seront reçues le mardi 11 mai 2004, avant 14 heures, aux Services financiers du CHUQ.

Pour réservation des documents, contre un chèque visé non remboursable de 50 \$ ou argent comptant, veuillez rejoindre madame Héliène Guilmette au numéro suivant : (418) 622-1008, poste 182.

Le propriétaire n'est tenu d'accepter aucune des soumissions reçues, même la plus basse.

DEMANDE DE SOUMISSIONS

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE :

LES ALIMENTS KASCHER LEVITTS INC.

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC., és qualités de syndic de l'actif susmentionné et agent mandataire pour un créancier garanti, sollicite à l'égard des biens ci-après décrits, des offres d'achats en lots séparés ou en bloc.

Les *Aliments Kascher Levitts inc.* est une société qui œuvrait dans le domaine de la production et la transformation d'aliments kascher.

UNE OFFRE EN BLOC DOIT INDIQUER LE PRIX OFFERT POUR CHAQUE LOT.

DESCRIPTION DES BIENS	VALEUR
Lot # 1 IMMEUBLE sis au 7070, rue St-Patrick, LaSalle (QC) (évaluation municipale)	3 890 467 \$
Lot # 2 MACHINERIE ET ÉQUIPEMENT (valeur marchande)	513 760 \$
Lot # 3 MOBILIER DE BUREAU (valeur marchande)	7 808 \$
Lot # 4 ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE (valeur marchande)	10 298 \$
Lot # 5 SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE (valeur marchande)	3 769 \$
Lot # 6 DROITS QUE POURRAIENT DÉTENIR LE SYNDIC DANS LES ÉLÉMENTS D'ACTIF INTANGIBLES; nom, marque de commerce, numéro de téléphone et autres.	N/D \$

Les soumissions cachetées, accompagnées d'un chèque visé ou d'une traite bancaire représentant 5 % de la soumission pour le lot n° 1 et 15 % de la soumission pour les lots n° 2 à 6, et portant libèlement sur le recto de l'enveloppe la mention « SOUMISSION - LES ALIMENTS KASCHER LEVITTS INC. » seront reçues au bureau du syndic, **Samson Bélaïr/Deloitte & Touche Inc.**, A/S Monsieur Jean-François Hamel, au 1, Place Ville Marie, bureau 3000, Montréal (QC) H3B 4T9, jusqu'au 27 avril 2004, à 14 h 00.

INSPECTION DES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Les personnes intéressées pourront inspecter les éléments d'actif en prenant rendez-vous avec monsieur Jean-François Hamel, au (514) 393-7306.

CONDITIONS ET RÉSERVES SE RAPPORTANT À LA VENTE

Les conditions et réserves ainsi que le memorandum d'information se rapportant à la vente pourront être obtenus lors de l'inspection des éléments d'actif et font partie intégrante de la présente demande de soumissions. Il est de la responsabilité du soumissionnaire d'en obtenir copie.

OUVERTURE DES SOUMISSIONS

L'ouverture des soumissions aura lieu seulement en présence du syndic et des inspecteurs à la faillite le 27 avril 2004, à 14 h 00, au bureau du syndic.

DATÉ DE MONTRÉAL, le 1^{er} avril 2004.

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
 És qualités de syndic de l'actif de
 LES ALIMENTS KASCHER LEVITTS INC.
 René C. Leduc, CMA, CIRP

Samson Bélaïr/Deloitte & Touche
 1, Place Ville Marie, bureau 3000
 Montréal (Québec) H3B 4T9
 Tél. : (514) 393-7115 • Téléc. : (514) 393-4103

Les Auberges du cœur du Québec

Organismes communautaires d'hébergement pour jeunes en difficulté et sans abri

Info : 514.523.8559

LES JEUNES QUI Y ENTRENT, EN SORTENT !

AVIS PUBLIC

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE
CANADIAN CUSTOM RIB INC.
 SERONT VENDUS PAR
ENCAN

LE: Mercredi 7 avril 2004 à 10 h 30
 AU: 3650, boul. Losche, St-Hubert (Québec)
 INSPECTION: Mardi 6 avril 2004 de 9 h 30 à 16 h 30 ou sur rendez-vous

FABRICANT DE BATEAUX

MATIÈRES PREMIÈRES : Pare-brise 54" - Pare-brise 30" - Réservoirs divers - Pompe - Ventilateur - Klakon - Boyaux - Produit en fibre de verre - Propulseur de surface PULSE - Vis - Boulons - Panneaux électriques - Acc. de plomberie - T Top - Etc.

ÉQUIPEMENT : Banc de scie GÉNÉRAL - Appareil application de résine MAGNUM - Scie à angle HITACHI - Dépoussiéreur RAPIDOX - Redy Racks - Mezzanine - Perceuses - Polisseuses - Treuil à chaîne - Load master double - Etc.

PRODUITS SPÉCIAUX : Coque à bateau 36" - (3) Charlots ultrabustes pour bateau - (2) Moteur hors-bord neufs - Console pour bateau - Remorque triple slip - Moules à bateaux: 18", 19", 20", 22", 25", 51".

PHOTOS SUR SITE

CONDITIONS: 25% COMPTANT À L'ADJUDICATION
 SOLDE PAYABLE COMPTANT OU PAR CHÈQUE VISÉ.
 FRAIS D'ACHETEUR : 10%

ENCAN IMPERIAL AUCTION ENCANA
 (514) 949-6677
www.imperialauctions.com

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS

Appels d'offres

Montréal

Service des services administratifs

ERRATUM

Une correction doit être apportée à l'avis public d'appel d'offres n° 04-8051 — Constitution d'une liste de firmes spécialisées dans l'enlèvement de graffitis publié dans l'édition du 19 mars 2004.

La date d'ouverture devrait se lire le 8 avril 2004.

La Ville de Montréal s'excuse des inconvenients que cette erreur a pu occasionner.

Montréal, le 3 avril 2004

La greffière
 M^e Jacqueline Leduc

Donnez le don de la vue

Contribuez à la lutte contre la cécité dans les pays en voie de développement grâce à un don, un don commémoratif ou à des lunettes usagées.

Action universelle de la vue

1-800-585-8265 (514) 484-5757
 No d'enregistrement d'organisme de bienfaisance 11906 8995 RR0001
www.giftofsight.com

AÉROPORTS DE MONTRÉAL

www.admtl.com

ASSEMBLÉE ANNUELLE

Avis est donné que l'assemblée annuelle publique de la société Aéroports de Montréal se tiendra :

le jeudi 6 mai 2004, à 10 h 00
 dans la salle de conférence 1

Organisation de l'aviation civile internationale
 Porte - Atrium
 999, rue Université
 Montréal, Québec H3C 5H7

Toute personne est invitée à assister à cette assemblée annuelle publique qui portera sur la revue des activités de gestion et de construction réalisées en 2003. À cette même assemblée, les états financiers vérifiés de la société pour l'exercice 2003 seront également présentés.

Avis est donné à Montréal, ce 5e jour d'avril 2004
 Me Marie-Christine Blain, Secrétaire

Vente aux enchères publique

Montréal

Le mercredi 14 avril 2004 à 9 h 15, au 969, rue de Louvain Est

VISITES : Le mercredi 14 avril 2004, de 8 h à 9 h 15

Véhicules et effets divers propriété de la Ville de Montréal et du domaine public.

La Ville de Montréal procédera à sa vente aux enchères publiques régulière, à l'endroit, à la date et à l'heure ci-dessus mentionnés. Différents lots seront mis en vente, soit :

9 automobiles de marque : Toyota Tercel, Hyundai Excel, Chevrolet Lumina, Plymouth Breeze 1991-94-98

21 fourgonnettes de marque : GMC Safari, Dodge Caravan, Ford Club, Chevrolet Venture, Dodge Ram 1991-92-94-98-99

2 camionnettes de marque «style pick-up» : Ford F350 1993-95

Environ 45 véhicules. Ces véhicules ont été déclarés mis au rancart et ne peuvent être immatriculés à nouveau sans avoir subi, au préalable, une inspection mécanique reconnue par la SAAQ. Certains de ces véhicules ont été identifiés comme gravement accidentés et devront être soumis à une expertise technique et à une vérification mécanique. D'autres véhicules ont été identifiés irrécupérables et ne pourront obtenir le droit de circuler au Québec et seront vendus uniquement pour les pièces.

Divers lots seront également disponibles, tels que des appareils ménagers, des canapés, des classeurs, des téléviseurs, des vêtements usagés, des bureaux, des composantes d'ordinateur, des meubles, des luminaires, etc.

25 bicyclettes vendues à l'unité
100 bicyclettes vendues en lot de 5

Conditions de la vente :

1. Les marchandises sont vendues telles quelles, sans garantie ;
2. L'acheteur doit se présenter au commis et déboursier 25 % du montant, en argent comptant, immédiatement après l'adjudication ;
3. Les taxes TPS et TVQ sont applicables ;
4. L'acheteur doit payer sa marchandise au complet, en argent comptant, par paiement direct Interac ou par chèque visé à l'ordre de la « Ville de Montréal » dans les 48 heures suivant la vente ;
5. L'acheteur doit prendre possession de sa marchandise dans les 48 heures suivant la vente, entre 8 h 30 et 16 h ;
6. Toute dérogation à une de ces conditions annulera la vente et le dépôt de 25 % sera confisqué.

Renseignements : 872-2340
 Montréal, le 3 avril 2004

La greffière
 M^e Jacqueline Leduc

3217355

La publicité, un monde de coïncidences



EMMANUELLE GARNAUD
COLLABORATION SPÉCIALE

Dans un petit marché de la Québec, l'uniformisation des idées publicitaires peut avoir des effets dévastateurs sur la création. Car si notre pub ressemble trop à celle qui se fait ailleurs, à quoi bon la créer ici ?

Le problème se généralise et, dans plusieurs pays, des débats s'instaurent autour du droit d'auteur publicitaire. Une grande idée vaut peut-être de l'or, mais elle n'est pas à l'abri du piratage, voire du plagiat total. Bob Garfield, célèbre critique publicitaire américain, a consacré un chapitre complet au sujet, dans son livre *And Now, a Few Words from Me*. Il recense nombre de cas récents, mais il ne s'en formalise aucunement : pour lui, l'originalité n'est pas un préalable en pub et une recette qui a marché peut très bien être copiée.

Au Québec, des noms d'agences et de créatifs circulent dans le milieu. Or, le plagiat demeure impossible à prouver et rares sont ceux qui

souhaitent en parler publiquement. Michel Ostiguy, président de BOS, rappelle d'ailleurs que les grandes coïncidences sont le lot de la publicité. « En 1997, dit-il, nous avons présenté à Cannes la campagne Fido des ressemblances entre maîtres et chiens. Elle n'a rien remporté. Trois ans plus tard, une marque brésilienne de nourriture pour chiens a gagné un prix Lion avec la même idée. Mais cette idée fait partie d'une certaine sagesse universelle : tel maître, tel chien. Nous n'en étions pas propriétaires ! D'ailleurs, seul l'annonceur (qui paie l'agence) est propriétaire de sa publicité. »

« Nous ne sommes pas des artistes, nous sommes des communicateurs, dit pour sa part François Forget, vice-président, création, chez Cossette. La question du plagiat relève de l'éthique personnelle. Cela dit, fondamentalement, nos clients ne nous demandent pas de créer une oeuvre unique, mais un outil de communication efficace. »

Avec la multiplication des concours internationaux et des médias spécialisés, nos publicitaires s'imprègnent en permanence de la création mondiale. Au Québec, la volonté de redonner un nouveau souffle à une industrie trop locale a même encouragé cette approche plus universelle.

« Des concours comme Cannes ont

une influence presque dramatique sur la création : on développe des modes, que toute l'industrie se met à suivre. Or, l'essence de la publicité, c'est sortir des courants et trouver une façon unique de communiquer », dit Martin Beauvais, vice-président, création, chez BBDO Montréal.

Du quotidien...

Tous les directeurs de création interrogés dans le cadre de ce reportage avouent rencontrer le problème presque quotidiennement. « Dans une même agence, deux équipes de créatifs peuvent arriver au même concept au même moment, pour un client différent : on voit ça régulièrement ! Faut-il se censurer ? Je crois que si le travail est fait honnêtement, seule sa qualité importe », ajoute François Forget.

Philippe Meunier, vice-président, création, chez Diesel, dont la récente création pour Gaz Métropolitain avait suscité des réactions, mentionne le cas des banques d'images diffusées mondialement et où les agences puisent pour les campagnes imprimées. « En ayant recours à ces photos, moins chères, les annonceurs perdent en originalité, dit-il. Mais le problème de fond est qu'avant, on créait à partir de la culture québécoise ; aujourd'hui, on crée sur des idées et les idées voyagent... »

Sur Internet, on peut même dire que les pubs voyagent en temps réel.

Martin Beauvais soulève une autre question : « Pour qu'une pub soit originale, il faut que le *briefing* (la présentation) du client le soit. Or, ça fait des années que j'ai reçu un *brief* exposant les qualités parfaitement distinctes d'un produit. Les entreprises ont des produits qui se démarquent de moins en moins, et quand c'est le cas, ils craignent d'être copiés si la pub signale cet atout ! Résultat : on joue sur des registres très proches d'un concurrent à l'autre. »

Or, aux yeux de Gilles Du Sablon, vice-président, création, chez Marktel, quelle que soit la raison, l'absence d'originalité demeure inacceptable. « Dans ma carrière, j'ai déjà vu la même idée revenir à quelques années d'intervalle, développées par des créatifs ne se connaissant pas du tout, dit-il. Les coïncidences existent, et je crois volontiers à la sincérité des gens. Mais si jamais je m'aperçois, sur un mandat, que nous sommes en train de développer un message ressemblant, de près ou de loin, à une pub existante, j'arrête tout et on repart à zéro. » Pour lui, un simple soupçon de plagiat vient contredire l'existence même d'une agence de publicité. « Nous n'existons que par nos

idées. Si nous copions, nous n'avons plus de raison d'être. »

Bombardés d'images comme nous le sommes, est-il seulement encore possible d'avoir une idée parfaitement neuve ? Sans compter que, depuis toujours, la publicité puise aussi son inspiration dans d'autres arts, comme le cinéma ou la musique. Pour Michel Ostiguy, dont l'agence a notamment créé l'unique « Ah ! Ha ! » de Familiprix, il n'y a rien de nouveau sous le soleil. « Ça n'est pas plus difficile aujourd'hui : trouver une grande idée a toujours constitué le vrai défi d'un créatif. Ça n'était pas plus simple il y a 20 ans. »

Malgré tout, l'arrivée sur le marché du travail de nouvelles générations de publicitaires, élevés dans le monde de l'image et d'Internet, modifie le métier et sa perception. « Les concours de création vont sans doute devoir renforcer leurs critères, être plus vigilants. L'industrie commence à se pencher là-dessus », dit Marie-Claude Ducas, d'Infopresse.

« On a tous les mêmes choses à vendre et à dire, on est exposés aux pubs du monde entier, certes, renchérit le créatif Martin Beauvais. Mais la pub, c'est le renouvellement. Alors, soyons plus sévères dans ce qu'on récompense, sinon nous minons la crédibilité du métier. »



BBDO Montréal pour le Lait, 1997



Grey Worldwide Toronto pour Slim Fast, 2001

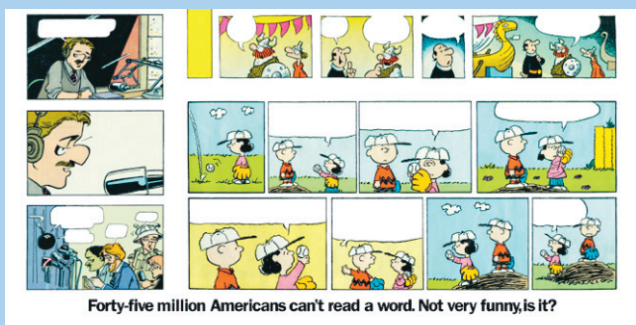


LE GÂTEAU DE MARIAGE

Véritable institution publicitaire, le gâteau de mariés, utilisé au Québec en 1997 pour le Lait, et pour Slim Fast en 2001 au Canada anglais.



Diesel, Québec 2003



VCU Ad Center, États-Unis 1999

POUR L'ALPHABÉTISATION

Analphabète mais pas bête : la bande dessinée avec des bulles blanches. À droite : 1999, créée par des étudiants du VCU Ad Center, aux États-Unis ; à gauche, pour la fondation contre l'analphabétisme québécois, 2003, agence Diesel.



FIDO, Québec 1997



CÉSAR, Brésil, 2000

FIDO ET CÉSAR

« En 1997, nous avons présenté à Cannes la campagne Fido des ressemblances entre maîtres et chiens. Elle n'a rien remporté. Trois ans plus tard, une marque brésilienne de nourriture pour chiens a gagné un prix Lion avec la même idée. Mais cette idée fait partie d'une certaine sagesse universelle : tel maître, tel chien. »

— Michel Ostiguy, président de l'agence BOS

Petits vols entre amis

EMMANUELLE GARNAUD
COLLABORATION SPÉCIALE

Au début de février, le journal français *Le Monde* rapportait une nouvelle singulière : Luc Besson, le réalisateur du *Cinquième Élément* et du *Grand Bleu*, portait plainte contre l'agence de publicité Publicis. Objet du litige : la publicité pour l'entreprise de téléphonie SFR, créée par Publicis, mettant en vedette l'actrice Milla Jovovich dans un rôle très proche de son personnage de Leelou, du *Cinquième Élément*.

L'agence plaide la bonne foi. Le réalisateur considère qu'il y a plagiat et parasitage de son film. « La pub s'est toujours servi de mes films pour ponctionner des idées, et généralement, je prends ça comme une reconnaissance. Mais dans la campagne SFR, déclinée dans tous les médias, je trouve qu'ils poussent un peu loin : c'est du vol », a déclaré Besson.

La pub est souvent aux prises avec des artistes estimant qu'on les spolie. Mais la règle veut que :

1. On prend généralement ses précautions avant, en consultant un avocat ou en approchant l'artiste ;
2. On évite à tout prix d'aller en Cour, mauvaise publicité oblige.

Robert Legault, du cabinet Legault, Joly, Thiffault, pratique dans ce milieu depuis plus de 25 ans. « Quatre-vingt-quinze pour cent (95 %) de notre travail consiste à prévenir ce genre de problème, dit-il. De fait, les consultations se sont multipliées, surtout parce que les agences utilisent de plus en plus des travailleurs autonomes. Du

coup, la question de droit d'auteur est devenue cruciale en pub, car aujourd'hui, les pigistes sont davantage conscients de la valeur d'une idée. »

Dans toute sa carrière, M^e Legault n'a jamais vu un cas de plagiat dénoncé officiellement. « Mais les agences se parlent entre elles et s'avertissent ! En fait, c'est souvent l'annonceur qui est propriétaire de la pub. Or, tant que cela n'occasionne pas de préjudice sur leur marché, peu d'entre eux estiment que cela vaut la peine de poursuivre pour plagiat. Et puis les sommes versées, sur notre petit marché, n'ont rien à voir avec les États-Unis par exemple. »

M^e Johanne Daniel, du même cabinet, a participé de très près à l'élaboration de la loi canadienne de protection du droit d'auteur. Elle précise quelques notions essentielles : « Les idées appartiennent à tout le monde ; le droit d'auteur protège une idée qui s'est matérialisée en oeuvre. Seules les oeuvres sont donc protégeables, mais à ce titre, un message publicitaire de 30 secondes constitue une oeuvre à part entière. »

Encore faut-il que le propriétaire ait fait signer des cessions de droits à tous les créateurs ayant participé à la réalisation du message. « Les musiciens et les photographes sont de mieux en mieux protégés par leurs contrats. Le milieu de la pub est plus respectueux qu'avant », souligne M^e Legault.

Plus respectueux, mais toujours aussi discret sur ses querelles de famille.

De Joe la pompe à Lapoubelle.fr

EMMANUELLE GARNAUD
COLLABORATION SPÉCIALE

En France, comme dans bien des pays occidentaux, le débat autour de l'originalité de la création publicitaire fait rage. Dans l'Hexagone, les opinions se sont vite polarisées, et deux sites Internet se démarquent par une approche audacieuse de la question du droit d'auteur.

Du côté des purs et durs de la création originale, le vengeur masqué Joe la Pompe recense depuis trois ans tous les cas de plagiat ou les airs de famille des publicités diffusées en France... et parfois ailleurs. Il dresse même le palmarès des agences les plus « copieuses », au grand dam des démasqués.

« J'ai démarré le site par défi, mais tout de suite, ça a pris de l'ampleur, déclare le gestionnaire du site, un créatif qui préfère garder l'anonymat. On entendait souvent, en agence, *déjà vu !*, mais personne n'était capable de se souvenir précisément de quelle campagne il s'agissait. Et puis, on s'est vite rendu compte que des jurys de grands créatifs renommés donnaient des prix deux ou trois fois pour la même idée ! Avec Joe la pompe, les copieurs, assez rusés pour choisir des créations oubliées ou très éloignées, ont déchanté. »

Il refuse l'idée d'une innocence totale ou de coïncidences aussi nombreuses : « Le chantier du plagiat est si énorme que person-

ne n'ose s'y attaquer. Bien sûr, il y a sans doute de vrais hasards dans les publicités que je recense, mais peu importe. Pour moi, il est honteux de recevoir des honneurs de toute la profession pour une idée déjà existante, éculée, qu'elle soit *pompée* ou non ! Et puis, même ceux que je cite continuent à recevoir des promotions chaque fois qu'ils gagnent un prix, je n'ai jamais ruiné la réputation de qui que ce soit... »

À l'autre bout du spectre, un autre créatif, Jacques de Marsilly, déboulonne les principes de création en lançant un site qui permet à ses confrères de « recycler » une idée rejetée. **Lapoubelle.fr** met en relation virtuelle des créatifs publicitaires travaillant sous un pseudonyme, avec des agences ou des annonceurs à la recherche d'un concept. Lancée en décembre 2003, l'initiative semble faire recette.

« Nous avons déjà 950 inscrits, principalement en France, mais aussi d'Espagne, de Belgique, d'Allemagne ou du Canada, dit Jacques de Marsilly. L'idée m'est venue à force de voir plein de bonnes idées de pub jetées à la poubelle après présentations aux clients. Or, ces bonnes idées peuvent resservir dans d'autres marchés ou problématiques. Donc, nous lançons à la demande d'un client un *briefing* et les créatifs peuvent soumettre les idées qui leur appartiennent et qu'ils trouvent pertinentes. »

Si le coût n'a rien à voir avec ce-

lui d'une agence traditionnelle, la qualité des idées n'a rien de bradé comme le prouve une visite du site. « On ne concurrence pas vraiment les services complets d'une agence, cela dit. Mais on peut aider des clients, sur une base plus ponctuelle ou avec moins de moyens, à améliorer la qualité de leur publicité. D'ailleurs, les agences sont de plus en plus nombreuses à nous utiliser à l'occasion d'appels d'offres. Nous sommes une banque de pigistes. »

Et le problème de la propriété des idées ? « Nous avons des clauses qui nous protègent dans les contrats. Si les créatifs inscrits utilisent des idées qui ne leur appartiennent pas, c'est leur responsabilité. On n'est jamais à l'abri de la malhonnêteté, mais c'est pareil dans une agence. »

Quant à Joe la pompe, il salue l'apport des Québécois et des autres créatifs francophones à son site. « Vous êtes des acteurs très énergiques, c'est enrichissant : passionnés de pub et beaucoup moins *blasés* que les Français. Vous semblez aussi beaucoup plus ouverts alors que nous avons tendance à beaucoup nous regarder le nombril. Les créatifs français pensent que s'ils copient des pubs américaines, personne ne s'en rendra compte... »

Sites Internet :
Joe la pompe
<http://mapage.noos.fr/joelapompe/>
Lapoubelle
<http://www.lapoubelle.fr>